AVIS DE CONVOCATION ET

CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION

pour l'Assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires

DATE PRÉVUE DE TENUE: LE 28 AOÛT 2026

Daté du 29 juillet 2026

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

AVIS EST DONNÉ que l'assemblée générale annuelle et extraordinaire (l'« **Assemblée** ») des détenteurs d'actions ordinaires (les « **Actionnaires** ») de **FIRST PHOSPHATE CORP.** (la « **Société** ») aura lieu le 28 août 2026 à 12 h 00 (HNE).

L'Assemblée se tiendra aux fins suivantes :

1. recevoir et examiner les états financiers audités de la Société pour les exercices clos les 28 février 2026 et 28 février 2025;
2. renouveler le mandat de Davidson & Company LLP comme vérificateurs de la Société pour occuper leurs fonctions jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires et d'autoriser les administrateurs de la Société à fixer la rémunération des vérificateurs;
3. fixer à cinq (5) le nombre d'administrateurs de la Société pour l'année à venir ;
4. élire les administrateurs de la Société pour qu'ils occupent leurs fonctions jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient dûment élus ou nommés;
5. considérer et, si cela est jugé approprié, d'adopter une résolution ordinaire, avec ou sans modification, visant à approuver à nouveau et à confirmer le régime global d'incitation à long terme de la Société (le « régime global »), et à le maintenir en vigueur pour les trois prochaines années ou jusqu'à ce que le conseil d'administration y mette fin plus tôt, à sa seule discrétion;
6. examiner et, si cela est jugé approprié, d'adopter une résolution ordinaire, avec ou sans modification, visant à approuver, confirmer et adopter la politique de préavis; et
7. traiter toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée ou à toute ajournement ou report de celle-ci.

Les détails précis des questions susmentionnées qui seront soumises à l'assemblée sont exposés dans la circulaire d'information accompagnant le présent avis (la « **circulaire** »).

La présente convocation est accompagnée de la circulaire, d'un formulaire de procuration et d'une carte-réponse supplémentaire pour l'inscription à la liste des participants.

La Société tiendra son assemblée exclusivement en ligne, par l'intermédiaire de la plateforme de réunion Zoom (« Zoom »), conformément à la *Loi sur les sociétés par actions* (Colombie-Britannique). Les actionnaires auront tous la même possibilité de participer à l'assemblée en ligne, quelle que soit leur situation géographique. Les actionnaires non-inscrits qui ne se sont pas dûment désignés comme mandataires pourront assister à l'assemblée virtuelle à titre d'invités, mais ne pourront pas voter lors de celle-ci. En effet, la Société et son agent des transferts ne disposent pas d'un registre des actionnaires non-inscrits et, par conséquent, n'ont aucune connaissance de leur participation ou de leur droit de vote, à moins qu'ils ne se désignent eux-mêmes comme mandataires. Veuillez consulter la section « *Nomination et révocation d'un mandataire* » de la circulaire.

Pour accéder à l'assemblée, les actionnaires auront deux options : par téléconférence ou via Zoom (ce qui nécessite une connexion Internet). Tout actionnaire souhaitant consulter les documents présentés lors de l'assemblée par la direction de la Société devra utiliser l'application Zoom, mais tout actionnaire pourra écouter l'assemblée par téléconférence. Les actionnaires inscrits participant par téléconférence ne pourront pas voter en personne lors de l'assemblée, car le scrutateur de la Société doit prendre des mesures pour vérifier l'identité des actionnaires inscrits à l'aide des fonctionnalités vidéo.

Pour participer à l'assemblée, les actionnaires doivent téléphoner au +1 647 374 4685 et saisir l'identifiant de l'assemblée : 990 6601 856. Un identifiant de participant ne sera pas requis.

Pour accéder à l'assemblée via Zoom, les actionnaires devront télécharger l'application, la charger et ouvrir le lien suivant : https://zoom.us/j/5370593766?omn=99937025405

À Toronto, Ontario, ce 29 juillet 2026.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

FIRST PHOSPHATE CORP.

« *Laurence W. Zeifman* »

Laurence W. Zeifman, président

CIRCULAIRE D'INFORMATION DE GESTION

(contenant les informations au 29 juillet 2026, sauf indication contraire)

INFORMATIONS GÉNÉRALES PAR PROCURATION ET CIRCULAIRE DE DIVULGATION

Sollicitation de procurations

La présente circulaire d'information de la direction (la « Circulaire ») est fournie dans le cadre de la sollicitation de procurations par la direction de First Phosphate Corp. (la « **Société** » ou « **First Phosphate** ») en vue de leur utilisation lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire (l' « **Assemblée** ») des détenteurs d'actions ordinaires du capital de la Société (les « **Actions Ordinaires** » et les « **Actionnaires** », respectivement), qui se tiendront entièrement de façon virtuelle le 28 août 2026 à midi (EST) aux fins énoncées dans l'avis de convocation ci-joint.

Le formulaire de procuration ci-joint (la « **procuration** ») est sollicité par la direction de la Société (la « **Direction** »). La sollicitation se fera principalement par courrier ; cependant, les mandataires peuvent être sollicités en personne ou par téléphone par des administrateurs, dirigeants et employés de la Société, à qui aucune rémunération supplémentaire ne peut être versée. Les frais de sollicitation, le cas échéant, seront à la charge de la Société.

Ces documents liés à la procuration sont envoyés à la fois aux actionnaires inscrits et aux actionnaires bénéficiaires (tous deux définis ci-dessous) de la société. Si vous êtes un actionnaire bénéficiaire et que la société ou son agent vous a envoyé ces documents directement, votre nom, votre adresse et les informations sur vos détentions de titres ont été obtenus conformément aux exigences réglementaires applicables en valeurs mobilières auprès de l'intermédiaire en votre nom. Dans ce cas, en choisissant de vous envoyer ces documents directement, la société (et non l'intermédiaire détenant ces documents pour votre compte) a assumé la responsabilité de (i) vous les livrer; et (ii) exécuter vos instructions de vote appropriées. Veuillez retourner vos instructions de vote telles que spécifiées dans la demande d'instructions de vote.

La Société tiendra son assemblée uniquement en format virtuel, via la plateforme de réunion Zoom (« **Zoom** »), comme le permet la *Loi sur les sociétés* (Colombie-Britannique). Les actionnaires auront une chance égale d'assister à l'assemblée en ligne, quelle que soit leur situation géographique. Les actionnaires non inscrits qui ne se sont pas dûment désignés comme fondés de pouvoir pourront assister à l'assemblée virtuelle en tant qu'invités, mais ne pourront pas voter à l'assemblée. Cela s'explique par le fait que la Société et son agent de transfert ne disposent pas d'enregistrement concernant les actionnaires non inscrits et, par conséquent, n'auront aucune connaissance de leurs participations ou de leur droit de vote à moins qu'ils ne se nomment eux-mêmes fondés de pouvoir. Veuillez consulter la section *« Nomination et révocation de procuration »* ci-dessous.

Pour accéder à l'assemblée, les actionnaires auront deux options : par téléconférence ou via Zoom (qui nécessite une connexion Internet). Tout actionnaire souhaitant consulter les documents présentés lors de l'assemblée par la direction de la société devra utiliser l'application Zoom, mais tout actionnaire peut écouter l'assemblée par téléconférence. Les actionnaires inscrits participant par téléconférence ne pourront pas voter en personne lors de l'assemblée, car le scrutateur de la société devra prendre des mesures pour vérifier l'identité des actionnaires inscrits à l'aide des fonctionnalités vidéo.

Pour participer à l'assemblée, les actionnaires doivent téléphoner au +1 647 374 4685 et saisir l'identifiant de l'assemblée : 990 6601 856. Un identifiant de participant ne sera pas requis.

Pour accéder à l'assemblée via Zoom, les actionnaires devront télécharger l'application, la charger et ouvrir le lien suivant : https://zoom.us/j/99066018567.

LA SOCIÉTÉ RECOMMANDE FORTEMENT QUE LES ACTIONNAIRES VOTENT AVANT L'ASSEMBLÉE PAR PROCURATION, FORMULAIRE D'INSTRUCTION DE VOTE (VIF), VOTE TÉLÉPHONIQUE OU INTERNET, QU'ILS PUISSENT OU NON ASSISTER À L'ASSEMBLÉE VIRTUELLE, AFIN DE FACILITER LE DÉPOUILLEMENT DES VOTES PAR LA SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA.

Vote téléphonique et Internet

Le vote téléphonique peut se faire au 1-866-732-8683 sans frais en Amérique du Nord ou au 1-312-588-4290 de l'international, le vote par télécopieur peut être envoyé au 1-866-249-7775 sans frais en Amérique du Nord ou au 416-263-9524 de l'international et le vote Internet peut se faire à www.investorvote.com.

Les références dans cette circulaire à l'assemblée incluent tout ajournement ou report de celle-ci. Sauf indication contraire, dans cette circulaire, toutes les références à « $ » concernent les dollars canadiens.

NOMINATION ET RÉVOCATION DE LA PROCURATION

Les personnes nommées dans la procuration sont des administrateurs et/ou des dirigeants de la Société. **Un actionnaire inscrit qui souhaite nommer une autre personne comme son représentant à l'assemblée peut le faire en rayant les noms imprimés et en insérant le nom de la personne désirée dans l'espace vide prévu à cet effet.** La procuration complétée doit être remise à Computershare Investor Services Inc. (« **Computershare** ») au plus tard à 12h00 (HNE) le mercredi 26 août 2026, ou avant 48 heures (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) avant tout ajournement de la rencontre au cours de laquelle la procuration doit être utilisée. (la « d**ate limite de la procuration** »).

Un actionnaire enregistré qui a retourné un formulaire de procuration peut le révoquer de la façon suivante :

a) remplir et signer un autre formulaire de procuration à une date ultérieure et le remettre à Computershare selon les instructions du formulaire de procuration afin qu'il soit reçu avant la date limite de procuration;
b) voter de nouveau sur Internet ou par téléphone à tout moment avant la date limite de mandat;
c) remettre un avis de révocation écrit ou tout autre instrument valide par écrit, signé par cet actionnaire ou par son représentant autorisé, : (i) au siège social de la Société au Royal Centre, 1055 W Georgia St #1500, Vancouver, BC V6E 4N7, à tout moment jusqu'au dernier jour ouvrable précédant le jour de l'assemblée, inclusivement; ou (ii) au président de l'assemblée; ou
d) assister et voter à l'assemblée.

Dispositions relatives au vote des procurations

Les actions ordinaires de la société (les « actions ordinaires ») représentées par procuration sous la forme fournie aux actionnaires seront votées ou retirées du vote par le porteur désigné conformément à la directive de l'actionnaire enregistré nommant cette personne. S'il n'y a pas de directive de la part de l'actionnaire enregistré, ces actions ordinaires seront votées en faveur de toutes les propositions énoncées dans la procuration. La procuration donne à la personne qui y est nommée le pouvoir discrétionnaire de voter comme elle le juge approprié sur tout amendement ou modification des questions identifiées dans l'avis de convocation, ou sur toute autre question pouvant être soumise à l'assemblée. Au moment de l'impression de la présente circulaire, la direction n'a connaissance d'aucune autre question qui pourrait être soumise à l'assemblée en dehors de celles mentionnées dans l'avis de convocation.

Conseils aux porteurs d'actions ordinaires

Les informations présentées dans cette section sont d'une importance significative pour de nombreux actionnaires, car un nombre important d'actionnaires ne détiennent pas d'actions ordinaires en leur nom propre. Les actionnaires qui détiennent leurs actions ordinaires par l'intermédiaire de leurs courtiers, intermédiaires, fiduciaires ou autres personnes, ou qui ne détiennent pas autrement leurs actions ordinaires en leur nom propre (ci-après désignés « **actionnaires effectifs** ») Il convient de noter que seuls les procurations déposées par les actionnaires qui figurent dans les registres tenus par le registraire et l'agent des transferts de la Société en tant que détenteurs inscrits d'actions ordinaires (« **actionnaires inscrits** ») seront reconnues et prises en compte lors de l'assemblée. Si des actions ordinaires sont inscrites dans un relevé de compte fourni à un actionnaire véritable par un courtier, alors ces actions ordinaires ne seront vraisemblablement pas enregistrées au nom de l'actionnaire. Ces actions ordinaires seront plus probablement enregistrées sous le nom du courtier de l'actionnaire ou d'un agent de ce courtier. Au Canada, la grande majorité de ces actions ordinaires sont enregistrées sous le nom de CDS & Co. (le nom d'enregistrement de CDS Clearing and Depository Services Inc., qui agit à titre de prête-nom pour de nombreuses sociétés de courtage canadiennes). Aux États-Unis, la grande majorité de ces actions ordinaires sont enregistrées sous le nom de Cede & Co., le nom d'enregistrement de The Depository Trust Company, qui agit en tant que mandataire pour de nombreuses sociétés de courtage américaines. Les actions ordinaires détenues par des courtiers (ou leurs agents ou mandataires) au nom du client d'un courtier ne peuvent être votées ou retirées que sur instruction de l'actionnaire véritable. Sans instructions spécifiques, il est interdit aux courtiers et à leurs agents et mandataires de voter pour les actions des clients du courtier. **Par conséquent, chaque actionnaire véritable doit s'assurer que les instructions de vote sont communiquées à la personne appropriée bien avant l'assemblée.**

La politique réglementaire existante exige que les courtiers et autres intermédiaires sollicitent les instructions de vote de s actionnaires effectifs avant les assemblées d'actionnaires. Les divers courtiers et autres intermédiaires ont leurs propres procé dures d'expédition et fournissent leurs propres instructions de déclaration aux clients, qui doivent être suivies attentivement par les actionnaires véritables afin de s'assurer que leurs actions ordinaires sont votées à l'assemblée. La forme de l'instrument de procuration fourni à un actionnaire effectif par son courtier (ou le mandataire du courtier) est essentiellement similaire à celle de l'instrument de procuration fourni directement aux actionnaires inscrits par la société. Cependant, son objet se limite à donner des instructions à l'actionnaire enregistré (c'est-à-dire le courtier ou l'agent du courtier) sur la façon de voter au nom de l'actionnaire effectif. La grande majorité des courtiers délèguent maintenant la responsabilité d'obtenir les instructions de leurs clients à Broadridge Financial Solutions Inc. (« **Broadridge** ») au Canada. Broadridge prépare généralement un formulaire d'instructions de vote lisible par machine (« **VIF** »), l'envoie par courrier à ses actionnaires bénéficiaires et leur demande de retourner les VIF à Broadridge ou de lui communiquer des instructions de vote. (Par Internet ou le téléphone, par exemple). Broadridge présente ensuite un tableau des résultats de toutes les instructions reçue s et fournit les instructions appropriées concernant le vote des actions ordinaires devant être représentées à l'assemblée. Un actionnaire effectif qui reçoit un VIF de Broadridge ne peut pas utiliser ce formulaire pour voter des actions ordinaires directement à l'assemblée. Les VIF doivent être retournés à Broadridge (ou des instructions concernant le vote des actions ordinaires doivent être communiquées à Broadridge) bien avant l'assemblée afin que les actions ordinaires soient votées. Si vous avez des questions concernant le vote des actions ordinaires détenues par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un autre intermédiaire, veuillez contacter ce courtier ou un autre intermédiaire pour obtenir de l'aide.

Cette circulaire, ainsi que l'avis de convocation, la procuration et le VIF, selon le cas, sont fournis aux actionnaires inscrits et aux actionnaires bénéficiaires. Les actionnaires bénéficiaires se répartissent en deux catégories : ceux qui s'opposent à ce que leur identité soit connue des émetteurs des titres dont ils sont propriétaires (« **OBO** ») et ceux qui ne s'opposent pas à ce que leur identité soit connue des émetteurs des titres dont ils sont propriétaires (« **OBNO** »). Sous réserve des dispositions du Règlement 54-101 - *Communication avec les propriétaires véritables de valeurs mobilières d'un émetteur assujetti* (le « **Règlement 54-101** »), les émetteurs peuvent demander et obtenir une liste de leurs OBN auprès d'intermédiaires directement ou par l'intermédiaire de leur agent de transfert et peuvent obtenir et utiliser la liste des OBN pour la distribution de documents liés aux procurations directement (pas via Broadridge) à ces OBN. Si vous êtes un actionnaire bénéficiaire et que la société ou son agent vous a envoyé ces documents directement, votre nom, votre adresse et les informations relatives à vos avoirs en Actions Ordinaires ont été obtenus conformément aux exigences réglementaires applicables en matière de valeurs mobilières auprès de l'intermédiaire détenant les Actions Ordinaires pour vo tre compte.

Les OBO de la Société peuvent s'attendre à être contactés par Broadridge, son courtier ou ses agents comme indiqué ci-dessus. La Société n'a pas l'intention de payer des intermédiaires pour livrer cette Circulaire, l'Avis de convocation et le VIF aux OBO, et en conséquence, si l'intermédiaire du OBO n'assume pas les frais de livraison de ces documents dans le cas où le OBO souhaite les recevoir, l'OBO peut ne pas recevoir la documentation.

Bien qu'un actionnaire véritable puisse ne pas être reconnu directement à l'assemblée aux fins du vote sur les actions ordinaires inscrites au nom de son courtier, un actionnaire véritable peut assister à l'assemblée en tant que fondé de pouvoir de l'actio nnaire inscrit et voter pour les actions ordinaires à ce titre. Le Règlement 54-101 permet à un Actionnaire Bénéficiaire qui est un NOBO de soumettre par écrit à la Société ou à un intermédiaire applicable tout document demandant que le NOBO ou un mandataire du NOBO soit nommé comme fondé de pouvoir. Si une telle demande est reçue, la Société ou un intermédiaire, selon le cas, doit prendre les dispositions nécessaires, sans frais pour le NOBO, pour désigner ce NOBO ou son mandataire comme fondé de pouvoir et déposer cette procuration dans le délai spécifié dans la présente Circulaire, à condition que la Société ou l'intermédiaire reçoive de telles instructions écrites de la part du NOBO au moins un jour ouvrable avant l'heure à laquelle les procurations doivent être soumises lors de la réunion, de sorte qu'une telle demande écrite doive être reçue avant 12h00 (EST) le mardi 25 août 2026 (ou avant 72 heures, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés avant tout ajournement de la réunion au cours de laquelle la procuration doit être utilisée). Un actionnaire véritable qui souhaite assister à l'assemblée et voter ses actions ordinaires en tant que fondé de pouvoir de l'actionnaire inscrit, doit inscrire son pro pre nom dans l'espace vide sur le VIF ou tout autre document écrit demandant que le NOBO ou un mandataire du NOBO soit nommé comme fondé de pouvoir et le retourner à leur courtier (ou à l'agent du courtier) conformément aux instructions fournies par ce cou rtier.

Toutes les références aux actionnaires dans la présente circulaire, l'avis de convocation et la procuration qui l'accompagne s'adressent aux actionnaires inscrits au nominatif tels qu'ils figurent sur la liste des actionnaires inscrits au nominatif de la Société telle qu'elle est tenue par le bureau d'enregistrement et l'agent de transfert de la Société, Computershare, sauf indication contraire.

INTÉRÊT DE CERTAINES PERSONNES OU SOCIÉTÉS DANS DES AFFAIRES À TRAITER

À l'exception de ce qui est indiqué ailleurs dans la présente circulaire, aucun des administrateurs ou dirigeants actuels, aucune personne proposée pour être élue au poste d'administrateur, aucune des personnes qui ont été administrateurs ou dirigeants exécutifs depuis le

début du dernier exercice financier terminé et aucune personne associée ou affiliée à l'une des personnes susmentionnées ne détient d'intérêt matériel, direct ou indirect, par voie de propriété bénéficiaire de valeurs mobilières ou autrement, sur toute question devant faire l'objet d'une décision lors de l'Assemblée.

Les administrateurs, les dirigeants et les candidats proposés pour l'élection au poste d'administrateur de la Société peuvent être intéressés par la réapprobation du plan omnibus, en vertu duquel ils peuvent se voir accorder des options d'achat d'actions, des unités d'actions restreintes et d'autres incitatifs. Pour plus d'informations,voir ci-dessous « Points à l'odre du jour de l'assemblée – Réapprouver le plan d'incitation en actions ».

DATE D'ENREGISTREMENT ET QUORUM

Le conseil d'administration (le « **Conseil** ») de la Société a fixé la date de clôture des registres pour l'assemblée à la fermeture des bureaux le 24 juillet 2026 (la « **Date de clôture des registres** ») Les détenteurs d'actions ordinaires de la société enregistrée à la date de clôture des registres ont le droit de recevoir l'avis de convocation et de voter lors de l'assemblée ainsi que de tout report ou ajournement de celle-ci. Le quorum pour la transaction des affaires lors de l'assemblée est de deux actionnaires, ou un ou plusieurs fondés de pouvoir représentant deux membres, ou un membre et un fondé de pouvoir représentant un autre membre.

TITRES AVEC DROIT DE VOTE ET DÉTENTEURS PRINCIPAUX DE TITRES AVEC DROIT DE VOTE

À la date d'enregistrement, le capital autorisé de la Société comprend un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre illimité d'actions privilégiées émises en série, dont seules des actions ordinaires sont émises et en circulation. Toutes les actions ordinaires du capital de la société ont droit à un vote.

Au 29 juillet 2026, à la connaissance des administrateurs et dirigeants de la société, et selon l'examen par la société des dossiers tenus par Computershare Investor Services Inc., les dépôts électroniques auprès de SEDAR+ et les rapports d'initiés déposés auprès du System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI), aucun actionnaire ne possède de manière bénéfique, directement ou indirectement, ou exerce un contrôle ou une direction sur plus de 10% des droits de vote attachés à toutes les actions ordinaires en circulation de la société.

POINTS À L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

1. États financiers

Lors de l'assemblée, les actionnaires recevront et examineront les états financiers audités de la Société pour les exercices clos les 28 février 2026 et 28 février 2025, ainsi que le rapport de l'auditeur à leur sujet. Des copies des états financiers sont disponibles pour consultation à www.sedarplus.com.

2. Nomination du vérificateur

Lors de l'assemblée, les actionnaires seront invités à adopter une résolution ordinaire renommant Davidson & Company LLP comme vérificateurs de la société, en fonction jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires et d'autoriser les administrateurs de la société à fixer leur rémunération (la « **résolution de l'auditeur** »).

En l'absence d'instructions contraires, les détenteurs de procurations ont l'intention de voter pour les actions ordinaires représentées par chaque procuration, dûment exécutées, POUR renommer Davidson & Company LLP comme vérificateur indépendant de la société pour l'année à venir, à la rémunération fixée par le Conseil.

3. Fixer le nombre d'administrateurs

Le conseil est actuellement composé de cinq administrateurs. Lors de l'assemblée, les actionnaires seront invités à examiner et, si jugé opportun, à adopter une résolution ordinaire fixant le nombre d'administrateurs de la société à cinq.

Le conseil d'administration a déterminé qu'il est dans l'intérêt de la société de fixer le nombre d'administrateurs à cinq (5) et denommer cinq personnes pour l'élection en tant qu'administrateurs de la société.

La direction recommande un vote « POUR » l'approbation de la résolution susmentionnée. En l'absence d'instructions contraires, les détenteurs de procuration ont l'intention de voter pour les actions ordinaires représentées par chaque procuration, correctement exécutées, POUR la résolution fixant le nombre d'administrateurs à cinq (5).

4. Élection des administrateurs

Chaque administrateur de la Société est élu annuellement et occupe son poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à ce que son poste soit vacant, conformément aux statuts de la Société et à la **Loi sur les sociétés par actions** (Colombie-Britannique).

La direction recommande un vote « POUR » l'approbation de la résolution susmentionnée. En l'absence d'instructions contraires, les détenteurs de procuration ont l'intention de voter pour les actions ordinaires représentées par chaque procuration, correctement exécutées, POUR l'élection des candidats énumérés aux présentes. La direction ne prévoit pas qu'aucun des candidats ne pourra pas servir comme administrateur.

Dans le cas où l'un des candidats suivants deviendrait indisponible pour une élection pour quelque raison que ce soit, en l'absence d'instructions contraires, les personnes nommées dans la forme de procuration accompagnante voteront pour les actions ordinaires ainsi représentées en faveur de l'élection des candidats restants et des autres remplaçants désignés par la majorité des administrateurs de la Société dans ce cas.

Le tableau suivant présente les noms des personnes dont la direction propose la candidature à l'élection au poste d'administrateur, la province ou l'État et le pays dans lesquels chacun réside habituellement, ainsi que les postes et fonctions qu'il occupe actuellement au sein de la Société, la période pendant laquelle il a été administrateur de la Société, les professions ou emplois principaux respectifs au cours des cinq dernières années et le nombre d'actions de la Société dont chacun est bénéficiaire, directement ou indirectement, ou sur lequel le contrôle ou la direction est exercé à la date de la présente Circulaire. Chacun des nominés est actuellement administrateur de la société. Les informations concernant ces personnes, telles que fournies par les candidats individuels, sont les suivantes :

Nom, lieu de résidence et position	Occupation principale des cinq dernières années	Terme(s)	Nombre et pourcentage d'actions ordinaires détenues par le bénéficiaire[1]
John Passalacqua (55)[4] *Administrateur, chef de la direction* *(Ontario, Canada)*	Officier de la société (juin 2022 à aujourd'hui) Président d'ExpoWorld Ltd. (mai 1998 à aujourd'hui)	Du 25 juin 2021 à aujourd'hui	19 173 139
Bennett Kurtz (66)[5] *Administrateur, chef des finances, directeur administratif et secrétaire corporatif* *(Ontario, Canada)*	Officier de la société (juin 2022 à aujourd'hui) Président et directeur général de Kurtz Financial Group (2007 à aujourd'hui)	Du 25 juin 2021 à aujourd'hui	6 794 083
Laurence W. Zeifman (64)[2][3][6] *Président* *(Ontario, Canada)*	Associé en audit chez Zeifmans LLP, Comptables professionnels agréés	Du 23 juin 2022 à aujourd'hui	8 438 101
Peter Nicholson (61)[2][3][7] *Administrateur* *(Ontario, Canada)*	Président, Wealth Creation, Preservation & Donation Inc. (« **WCPD** »)	De septembre 2024 à aujourd'hui	5 777 053
Peter Kent (83)[2][8] *Administrateur* *(Ontario, Canada)*	Député (retraité) (2008 à 2021) Officier de la société (1er septembre 2022 au 31 août 2022)	Août 2022 à août 2023 Du 10 juillet 2026 à aujourd'hui	379 798

Notes :

(1) Actions détenues par bénéfice, directement ou indirectement, ou sur lesquelles un contrôle ou une direction est exercé, au 29 juillet 2026, sur la base des informations fournies à la Société par les administrateurs individuels. Le total des actions inclut les actions ordinaires sous-jacentes aux reçus de dépôt américains de la société.

(2) Membre du comité d'audit.

(3) Membre du comité de rémunération.

(4) M. Passalacqua fournit des services à la société en tant que consultant pour le compte d'ExpoWorld; une société contrôlée par M. Passalacqua. M. Passalacqua détient à titre bénéficiaire, contrôle ou dirige, directement ou indirectement, 16 978 139 actions ordinaires et 2 195 000 titres convertibles en actions ordinaires dans les 60 jours suivant la date de la présente circulaire.

(5) M. Kurtz offre des services à la Société en tant que consultant au nom de POF Capital Corp. (« **POF** »). M. Kurtz détient, contrôle ou dirige de manière bénéfique, directement ou indirectement, 5 115 583 actions ordinaires et 1 678 500 titres convertibles en actions ordinaires dans les 60 jours suivant la date de cette circulaire.

(6) M. Zeifman offre des services à la société en tant qu'administrateur au nom de Z Six Financial Corporation (« **Z Six** »); une société contrôlée par M. Zeifman et son épouse. M. Zeifman détient à titre bénéficiaire, contrôle ou dirige, directement ou indirectement, 6 813 101 actions ordinaires et 1 625 000 titres convertibles en actions ordinaires dans les 60 jours suivant la date de cette circulaire.

(7) M. Nicholson offre des services à la Société en tant qu'administrateur au nom du WCPD; une société contrôlée par M. Nicholson. M. Nicholson détient à titre bénéficiaire, contrôle ou dirige, directement ou indirectement, 5 560 053 actions ordinaires et 217 000 titres convertibles en actions ordinaires dans les 60 jours suivant la date de cette circulaire.

(8) M. Kent offre des services à la société en tant qu'administrateur au nom de Peter Kent Investments Inc.; une société contrôlée par M. Kent. M. Kent détient à titre bénéficiaire, contrôle ou dirige, directement ou indirectement, 368 664 actions ordinaires et 11 134 titres convertibles en actions ordinaires dans les 60 jours suivant la date de cette circulaire.

Chaque administrateur élu par les actionnaires restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, ou jusqu'à ce que son successeur soit dûment élu ou nommé, sauf si : (a) son poste est libéré plus tôt conformément aux statuts de la société; ou (b) il est disqualifié pour agir comme administrateur. Voici les biographies de chaque candidat proposé comme administrateur de la Société :

Laurence W. Zeifman, CPA – Président. M. Zeifman est associé en audit chez Zeifmans LLP, un cabinet comptable public de taille moyenne à Toronto. Larry possède quarante ans d'expérience en comptabilité publique et est président de Nexia Canada, la division canadienne de l'un des plus grands réseaux internationaux de comptabilité. Il a également été directeur du club de hockey des Sénateurs d'Ottawa et ancien gouverneur suppléant de la Ligue nationale de hockey. Larry est financièrement instruit au sens de la loi NI 52-110.

John Passalacqua, MBA International – Chef de la direction et administrateur : M. Passalacqua est un stratège en affaires international avec plus de 35 ans d'expérience approfondie en technologies et marchés financiers. En 1998, John a obtenu le titre de

l'un des 50 meilleurs stratèges internationaux en affaires sur les débuts d'Internet. Il est impliqué dans la planification des marchés privés et publics pour des entreprises dans des industries naissantes et visionnaires. John a vécu au Québec et parle couramment l'anglais et le français.

Bennett Kurtz – Chef des finances, directeur administratif, secrétaire corporatif et administrateur : M. Kurtz est le principal de Kurtz Financial Group. Il a de l'expérience dans le financement d'entreprises publiques et la commercialisation d'entreprises privées. Bennett possède une expérience d'affaires multifacette en finance, gestion, ventes, marketing et fonctions administratives, incluant l'analyse d'affaires, la segmentation des unités d'affaires publiques, ainsi que l'analyse interne et externe.

Peter Nicholson, CFP – Administrateur : M. Nicholson est un leader reconnu dans les investissements assistés par l'impôt au Canada, avec un accent spécialisé sur la planification fiscale philanthropique et la réduction des impôts ainsi que dans l'industrie minière. Grâce à son travail avec de nombreux donateurs, fondations, institutions et conseils d'administration, Peter a contribué à générer plus de 350 millions de dollars pour des dons de clients. Peter est aussi un philanthrope généreux à part entière et un soutien infatigable des initiatives communautaires. Peter est financièrement instruit au sens de la loi NI 52-110.

Peter Kent – Réalisateur : M. Kent a été journaliste international, reporter et producteur (CTV, CBC, NBC, Monitor, Global) pendant quatre décennies. Élu au Parlement canadien en 2008, Peter a servi au ministère des Affaires étrangères comme ministre d'État pour les Amériques, en tant que ministre de l'Environnement. Il a supervisé l'amélioration de l'évaluation environnementale des projets de ressources et leur développement responsable. Peter est financièrement instruit au sens de la loi NI 52-110.

Aucun des administrateurs n'a été élu dans le cadre d'un accord ou d'une entente entre l'administrateur et toute autre personne ou société, à l'exception des administrateurs et dirigeants agissant uniquement à ce titre.

5. Politique d'approbation de l'avis préalable

Aperçu général

La société propose d'adopter une politique d'avis préalable (la « **Politique** »), dont le texte complet est joint sous forme d'annexe « D » à cette circulaire d'information. Lors de l'assemblée, les actionnaires de la Société seront invités à considérer et, s'ils le jugent approprié, à approuver la politique.

La Société estime que la politique est dans le meilleur intérêt de la Société, de ses actionnaires et des autres parties prenantes, car elle va :

- faciliter un processus général annuel ordonné et efficace ou, si nécessaire, une assemblée extraordinaire;
- veiller à ce que tous les actionnaires reçoivent un avis adéquat des nominations des administrateurs et des informations suffisantes concernant tous les candidats; et
- Permettre aux actionnaires d'enregistrer un vote éclairé.

Résumé de la politique d'avis préalable

Le résumé suivant des termes clés de la politique est qualifié dans son intégralité par le texte intégral de la politique jointe à titre d'annexe « D » de cette circulaire d'information.

- L'objectif de la politique est de fournir aux actionnaires, administrateurs et direction de la Société des directives concernant la nomination des administrateurs.
- La politique prévoit, entre autres, l'exigence d'un avis préalable donné par les actionnaires à la Société dans les circonstances où des personnes pour l'élection au conseil d'administration sont faites par des actionnaires de la Société (tels que l'actionnaire nominateur, l'« **actionnaire nominant** ») et précise les informations qu'un actionnaire désigné doit inclure dans l'avis à la Société afin que tout candidat soit éligible à l'élection comme administrateur à toute assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires.
- La politique fixe une date limite à laquelle les détenteurs d'actions ordinaires de la Société doivent soumettre des nominations d'administrateur à la Société avant toute assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires et énonce les informations qu'un actionnaire doit inclure dans l'avis à la Société pour que l'avis soit sous forme écrite appropriée. Plus précisément, l'avis doit être remis à la société :
    - dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, au moins trente (30) ni plus de soixante-cinq (65) jours avant la date de l'assemblée annuelle des actionnaires; à condition toutefois que, dans le cas où l'assemblée annuelle des actionnaires est convoquée à une date inférieure à cinquante (50) jours après la date (la « date d'avis ») à laquelle la

première annonce publique de la date de l'assemblée annuelle a été faite, un avis par l'actionnaire nominant puisse être donné au plus tard à la clôture des travaux du dixième (10e) jour suivant la date d'avis; et

- dans le cas d'une assemblée extraordinaire (qui n'est pas aussi une assemblée annuelle) d'actionnaires convoquée pour élire des administrateurs (qu'ils soient convoqués ou non à d'autres fins), au plus tard à la clôture des travaux du quinzième (15e) jour suivant le jour où la première annonce publique de la date de l'assemblée extraordinaire des actionnaires a été faite.

- Le président de l'assemblée aura le pouvoir et le devoir de déterminer si une nomination a été faite conformément aux procédures énoncées dans les dispositions ci-dessus et, si une proposition de nomination n'est pas conforme à ces dispositions, de déclarer que cette nomination défectueuse doit être ignorée.

Approbation de la politique d'avis préalable par les actionnaires

Lors de l'assemblée, les actionnaires de la société seront invités à examiner et, si cela le juge approprié, à adopter, avec ou sans modification, une résolution ordinaire comme suit (la « **Résolution sur la politique d'avis préalable** »).

« QU'IL SOIT RÉSOLU, en tant que résolution ordinaire, que :

1. la politique d'avis anticipé de la société (la « **politique d'avis préalable** »), dont une copie est jointe à cette circulaire sous forme d'annexe « D », est confirmée, approuvée et adoptée par la présente;
2. le conseil d'administration de la Société est et est par la présente autorisé, à sa seule discrétion, à administrer la politique d'avis préalable et à la modifier ou la modifier de temps à autre conformément aux dispositions de celle-ci, sans approbation supplémentaire des actionnaires, afin de refléter les changements exigés par les agences de réglementation des valeurs mobilières ou les bourses de valorisation, afin de se conformer aux normes de l'industrie, ou, selon les critères autrement jugés dans le meilleur intérêt de la Société et de ses actionnaires; et
3. tout administrateur ou dirigeant de la Société est par la présente autorisé à signer et remettre de tels documents et à prendre les mesures ou autres mesures qui, à sa discrétion, seront jugées nécessaires ou conseillées pour donner effet à ce qui précède, à la signature de tout document ou à la prise de toute action ou démarche ultérieure par une telle personne afin de constituer une preuve concluante de cette décision. »

La direction recommande un vote « POUR » l'approbation de la résolution susmentionnée. En l'absence d'instruction contraire, les personnes désignées par la direction de la Société sous forme de procuration jointe ont l'intention de voter POUR l'approbation de la résolution sur la politique d'avis préalable.

Pour être approuvée, la résolution sur la politique d'avis anticipé doit être approuvée par une résolution ordinaire des actionnaires, soit la majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents en personne ou par procuration à l'assemblée qui ont voté concernant la résolution sur la politique d'avis anticipé.

6. Réapprouver le plan d'incitatifs en actions

La Société maintient un Plan d'incitation omnibus en actions inévitable, modifié de temps à autre (le « **Plan Omnibus** »), qui, conformément aux politiques du CSE, doit être réapprouvé par les actionnaires de la Société dans les trois ans suivant sa création et tous les trois ans par la suite. Lors de l'assemblée, les actionnaires seront invités à examiner et, si cela est jugé opportun, à approuver, avec ou sans modification, une résolution ordinaire réapprouvant le Plan Omnibus pour trois ans jusqu'au 28 août 2029, et approuvant toutes les options non allouées, les unités d'actions restreintes et autres droits sous le Plan Omnibus conformément aux règles du CSE, dont le texte de la résolution est présenté ci-dessous (la « **Résolution du Plan Omnibus** »).

Sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances, le Plan Omnibus autorise l'émission de jusqu'à 20% des actions ordinaires émises et en circulation de la Société de temps à autre, conformément à leurs modalités. Le Plan Omnibus modifié et réformulé présenté pour approbation comprend certains amendements, notamment la suppression des dispositions non applicables, la clarification de la poursuite des attributions à la fin de celles-ci, la mise à jour et la simplification des processus, ainsi que d'autres questions administratives. Aucun des changements proposés ne nécessite l'approbation des actionnaires désintéressés selon les termes du Plan Omnibus. Un résumé du Plan Omnibus à approuver par les actionnaires se trouve dans la Déclaration de rémunération des cadres, jointe à cette Circulaire sous l'annexe « A » sous la rubrique « Plans d'options d'achat d'actions et autres régimes incitatifs ». Le résumé est qualifié par l'intégralité du Plan Omnibus modifié et reformulé, dont une copie est jointe ici sous la forme de l'annexe « E ».

Si l'approbation des actionnaires de la résolution relative au plan omnibus est obtenue lors de l'assemblée, la société ne sera pas tenue de demander une approbation supplémentaire pour l'octroi d'options non attribuées, unités d'actions restreintes et autres droits en vertu du Plan omnibus jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires généraux et spéciaux de 2029 de la Société (à condition que cette assemblée se tienne au plus tard le 28 août 2029). Si l'approbation n'est pas obtenue lors de la réunion, toutes les options

actuellement non allouées, les unités d'actions restreintes et les autres droits en vertu du plan omnibus ne pourront plus être attribués, et les options précédemment accordées ne pourront plus être réattribuées si elles sont annulées avant leur exercice.

« QU'IL SOIT RÉSOLU, en tant que résolution ordinaire, que :

1. le plan d'incitatifs omnibus aux capitaux propres de la Société (le « **Plan Omnibus** »), tel qu'énoncé dans la circulaire d'information de la Société datée du 29 juillet 2026, est par la présente réapprouvé et confirmé pour la poursuite pour les trois prochaines années ou jusqu'à ce que le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil** ») mette fin plus tôt à ce Plan Omnibus, à sa seule discrétion;
2. toutes les options d'achat d'actions incitatives non allouées, les unités d'actions restreintes et autres droits permis dans le cadre du Plan Omnibus sont par la présente approuvés et autorisés;
3. la Société est et est par la présente autorisée à accorder des options d'achat d'actions incitatives, des unités d'actions limitées et d'autres droits conformément aux termes et conditions du Plan Omnibus, donnant à tous les bénéficiaires du Plan Omnibus le droit d'acheter dans son ensemble jusqu'à un nombre d'actions ordinaires de la Société égal à 20% du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation à la date d'octroi applicable;
4. la Société est par la présente autorisée à continuer d'accorder des options d'achat d'actions incitatives, des unités d'actions restreintes et d'autres droits dans le cadre du Plan Omnibus jusqu'au 28 août 2029, soit trois ans à compter de la date de l'assemblée des actionnaires de la Société au cours de laquelle l'approbation des actionnaires est demandée;
5. tout administrateur ou dirigeant de la Société est par la présente autorisé à signer et remettre de tels documents et à prendre les mesures ou autres mesures qui, à sa discrétion, seront jugées nécessaires ou conseillées pour donner effet à ce qui précède, à la signature de tout document ou à la prise de toute action ou démarche ultérieure par une telle personne afin de constituer une preuve concluante de cette décision. »

La direction recommande un vote « POUR » l'approbation de la résolution susmentionnée. En l'absence d'instruction contraire, les personnes désignées par la direction de la Société sous la forme jointe de procuration ont l'intention de voter POUR l'approbation de la Résolution du Plan Omnibus.

Pour être approuvée, la résolution du plan doit être approuvée par une résolution ordinaire des actionnaires, soit la majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents, en personne ou par procuration à l'assemblée, qui ont voté en faveur de la résolution du plan omnibus.

Faillites individuelles, pénalités ou sanctions

À la connaissance de la direction de la Société, aucun administrateur proposé n'est, ni dans les dix ans précédant la date précédant la présente date, un administrateur, un chef de la direction ou un chef des finances de toute société (y compris la Société) qui : (i) pendant que cette personne agissait à ce titre a fait l'objet d'un ordre de cessation commerciale ou d'un ordre similaire à un ordre de cessation commerciale, ou une ordonnance refusant à la société concernée l'accès à toute exemption en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières (toute décision appelée « **ordonnance** »), pour une période de plus de 30 jours consécutifs; ou (ii) était soumis à une ordonnance émise après que l'administrateur proposé a cessé d'être administrateur, chef de la direction ou chef des finances, et qui résultait d'un événement survenu alors que cette personne agissait en tant qu'administrateur, chef de la direction ou directeur financier.

À la connaissance de la direction de la Société, aucun administrateur proposé n'est ou n'a été, durant les dix années précédant la date présente, administrateur ou dirigeant exécutif d'une société (y compris la Société) qui, pendant que cette personne agissait à ce titre, ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, est devenu failli, a fait une proposition en vertu de toute législation relative à la faillite ou à l'insolvabilité, ou a fait l'objet d'une procédure, un arrangement ou un compromis avec des créanciers, ou a eu un séquestre, un administrateur ou un fiduciaire nommé pour détenir ses actifs.

À la connaissance de la direction de la Société, aucun administrateur proposé, durant les dix années précédant la date précédant la présente date, n'a fait faillite, n'a fait une proposition en vertu d'une quelconque législation relative à la faillite ou à l'insolvabilité, ni n'a été soumis ou engagé à une procédure, arrangement ou compromis avec les créanciers, ni n'a eu un séquestre, un administrateur administrateur ou un fiduciaire nommé pour détenir les actifs de l'administrateur proposé.

À la connaissance de la direction de la Société, aucun administrateur proposé n'a été soumis à : (i) des pénalités ou sanctions imposées par un tribunal en lien avec la législation sur les valeurs mobilières ou par une autorité de réglementation des valeurs mobilières, ni conclu une entente de règlement avec une autorité de réglementation des valeurs mobilières; ou (ii) toute autre sanction ou sanction imposée par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait probablement considérée comme importante pour un détenteur raisonnable de titre dans la décision de voter en faveur d'un administrateur proposé.

Déclaration de rémunération des cadres

La déclaration de rémunération des cadres de la société, préparée sur le formulaire 51-102F6V *Déclaration de rémunération des dirigeants – Émetteurs de capital-risque,* est jointe aux présentes sous le titre d'annexe « A ».

Divulgation de la gouvernance d'entreprise

Certaines divulgations annuelles de la divulgation de la Société sur la gouvernance d'entreprise, telles qu'elles doivent être divulguées en vertu de l'Instrument national 58-101 - *Divulgation des pratiques de gouvernance d'entreprise* , sont incluses à l'annexe « B » de cette circulaire.

COMITÉ D'AUDIT

L'Instrument national 52-110 - *Comités d'audit* (« **NI 52-110** ») exige que la société, en tant qu'émetteur de capital-risque, fasse certaines divulgations concernant la constitution de son comité d'audit et sa relation avec son vérificateur indépendant.

Charte d'audit

Le Comité d'audit est régi par une charte du Comité d'audit, dont une copie est jointe sous la forme de l'annexe « C ».

Composition du Comité d'audit

Le comité d'audit de la société est actuellement composé de trois administrateurs, dont Laurence W. Zeifman (président), Peter Nicholson et Peter Kent. M. Zeifman et M. Nicholson. sont « indépendants » tels que définis dans NI 52-110. M. Kent a occupé le poste de dirigeant exécutif de la Société du 1er septembre 2022 au 31 août 2023 et ne peut être considéré comme indépendant aux fins de la loi NI 52-110 avant le 1er septembre 2026. Tous les membres du comité d'audit sont « financièrement lettrés », tel que défini dans l'article NI 52-110, car tous possèdent l'expérience sectorielle nécessaire pour comprendre et analyser les états financiers de la société, ainsi que la compréhension des contrôles internes et des procédures nécessaires à la production de rapports financiers.

Éducation et expérience pertinentes

Chaque membre du comité d'audit possède la littératie financière et l'expérience de l'examen des états financiers au moins aussi complexes que ceux de la société. En plus de l'expérience générale des affaires de chaque membre, la formation et l'expérience de chaque membre du comité d'audit, pertinentes à l'exécution de ses responsabilités en tant que membre, telles que fournies par le membre, sont les suivantes :

Laurence W. Zeifman, CPA, est associé en audit chez Zeifmans LLP, un cabinet comptable public de taille moyenne à Toronto. Larry possède quarante ans d'expérience en comptabilité publique et est président de Nexia Canada, la division canadienne de l'un des plus grands réseaux internationaux de comptabilité.

Peter Nicholson, CFP, travaille dans le secteur des services financiers depuis 1987 et, depuis 1995, est un chef de file reconnu dans les investissements assistés fiscalement au Canada, avec un accent particulier sur la planification fiscale philanthropique. Peter possède de nombreuses années d'expérience dans l'évaluation et l'investissement dans des entreprises publiques et a siégé aux conseils d'administration de nombreuses fondations.

Peter Kent, PC, a assuré le poste de président de la société de septembre 2022 à août 2023 et d'administrateur d'août 2022 à août 2023. Peter a eu une carrière de plus de quarante ans dans le journalisme, incluant les postes de reporter, producteur, animateur et dirigeant. M. Kent a ensuite passé 12 ans comme député (Thornhill), où il a occupé un large éventail de responsabilités, notamment en tant que ministre d'État aux Affaires étrangères (Amériques), ministre de l'Environnement, président du comité de la Défense, et comme porte-parole des affaires étrangères et de l'immigration, où il était responsable des budgets des départements et des circonscriptions.

Surveillance du comité d'audit

Depuis le début du plus récent exercice financier complété de la Société, aucune recommandation du Comité d'audit n'a été adoptée par le Conseil d'administration pour nommer ou rémunérer un auditeur externe.

Confiance à certaines exemptions

À aucun moment depuis le début de l'exercice financier le plus récent de la Société, la Société n'a invoqué l'exemption prévue à l'article 2.4 du NI 52-110 (Services de minimis non-audit), une exemption en vertu du paragraphe 6.1.1(4) (Circonstances affectant les affaires ou les opérations de l'émetteur en capital-risque), 6.1.1(5) (Événements hors du contrôle des membres) ou 6.1.1(6) (Décès, Incapacité ou démission), ou une exemption de la loi NI 52-110, en tout ou en partie, accordée en vertu de la Partie 8 de la NI 52-110.

Politiques et procédures de pré-approbation

Le Comité d'audit est tenu d'examiner et de pré-approuver tous les services d'audit et connexes ainsi que les honoraires et autres rémunérations qui y sont liés, ainsi que tout service non lié à l'audit, fournis par les vérificateurs externes de la Société à la Société ou à ses filiales, et de considérer l'impact sur l'indépendance des vérificateurs; L'exigence de préapprobation est levée en ce qui concerne la prestation de services non liés à l'audit si :

(i) le montant total de tous ces services non liés à l'audit fournis à la Société constitue ou est raisonnablement attendu à ne pas dépasser cinq pour cent (5%) du montant total des honoraires versés par la Société et ses filiales, le cas échéant, à ses auditeurs externes durant l'exercice financier au cours de laquelle les services non liés à l'audit sont fournis;

(ii) la société ou l'entité filiale de la société, selon le cas, n'a pas reconnu les services comme des services non liés à l'audit au moment de l'engagement; et

(iii) ces services sont rapidement portés à l'attention du Comité et approuvés, avant la fin de l'audit, par le Comité ou par un ou plusieurs membres indépendants du Comité à qui l'autorisation d'accorder ces approbations a été déléguée par le Comité;

à condition que l'approbation préalable des services non audités soit présentée à la première réunion prévue du Comité après cette approbation, cette autorité peut être déléguée par le Comité à un ou plusieurs membres indépendants du Comité.

Honoraires du service des auditeurs externes (par catégorie)

Dans le tableau suivant, les « frais d'audit » sont les honoraires facturés par l'auditeur externe de la Société pour les services fournis lors de l'audit des états financiers annuels de la Société pour l'exercice en question. Les « frais liés à l'audit » sont des frais non inclus dans les frais d'audit facturés par l'auditeur pour des services d'assurance et connexes raisonnablement liés à la performance de l'examen d'audit des états financiers de la société. Les « frais fiscaux » sont des honoraires facturés par l'auditeur pour les services professionnels rendus en matière de conformité fiscale, de conseils fiscaux et de planification fiscale. « Tous les autres frais » sont des frais facturés par l'auditeur pour des produits et services non inclus dans les catégories ci-dessus.

Les frais cumulés facturés par l'auditeur externe de la Société au cours des deux derniers exercices financiers, par catégorie, sont les suivants :

Fin de l'exercice financier	Honoraires d'audit	Frais liés à l'audit	Frais fiscaux	Tous les autres frais
2026	98 841 $	Nil	120 700 $	Nil
2025	121 972 $	Nil	219 279 $	Nil

Exemption

La société s'appuie sur l'exemption prévue à l'article 6.1 de la loi NI 52-110 des exigences des parties 3 (composition du comité d'audit) et 5 (obligations de rapport).

ENDETTEMENT DES ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET CADRES SUPÉRIEURS

À la date de la présente présente, aucun dirigeant exécutif, administrateur ou employé actuel, ni ancien dirigeant exécutif, administrateur ou employé de la Société n'est redevable envers la Société ou toute autre entité en lien avec un achat de titres ou toute autre endettement, ou lorsque l'endettement fait l'objet d'une garantie, d'un accord de soutien, d'une lettre de crédit ou d'un arrangement ou entente similaire fourni par la Société.

Aucune personne qui est ou à aucun moment durant l'exercice financier complété le 28 février 2026 n'a été administrateur, cadre exécutif ou cadre supérieur de la Société, aucun candidat proposé pour l'élection comme administrateur de la Société, et aucun associé des personnes susmentionnées n'a été endettée envers la Société ou ses filiales à aucun moment depuis le début de l'exercice financier de la Société complété le 28 février 2026. Aucune garantie, entente de soutien, lettre de crédit ou autre entente ou entente similaire n'a été

fournie par la Société à aucun moment depuis le début de l'exercice financier de la Société complété le 28 février 2026 concernant toute dette de cette personne.

INTÉRÊT DES PERSONNES INFORMÉES DANS LES TRANSACTIONS MATÉRIELLES

À l'exception de ce qui est indiqué ici, depuis le début de l'exercice financier clos le 28 février 2026, aucune « personne informée » de la Société (y compris un administrateur, un dirigeant ou une personne physique ou une société qui détient ou contrôle bénéficiairement 10% ou plus des titres avec droit de vote émis et en circulation de la Société) n'a proposé de candidat à l'élection comme administrateur de la Société, ou tout associé ou affilié d'une personne informée ou d'un administrateur proposé, a un intérêt matériel, direct ou indirect, dans toute transaction ou transaction proposée qui aurait eu un impact matériel ou pourrait affecter de manière significative la Société ou l'une de ses filiales.

CONTRATS DE GESTION

Aucune fonction de gestion de la Société ou de ses filiales n'est exercée dans une mesure substantielle par une personne autre que les administrateurs ou dirigeants exécutifs de la Société ou de ses filiales.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Des informations supplémentaires concernant la Société sont disponibles dans le profil de la Société sur SEDAR+ à www.sedarplus.com. Des copies des états financiers comparatifs audités de la Société pour l'exercice clos le 28 février 2026 ainsi que les discussions et analyses de la direction peuvent être obtenues sur demande auprès de la Société au Royal Centre, 1055 W Georgia St #1500, Vancouver, BC V6E 4N7.

AUTRES QUESTIONS

La direction de la Société n'est au courant d'aucune autre affaire devant être soumise à l'Assemblée que celle énoncée dans l'avis de l'assemblée. Si toute autre question est officiellement soumise à l'assemblée, il est de l'intention des personnes nommées dans la forme jointe de procuration de voter pour les actions ordinaires ainsi représentées, conformément à leur meilleur jugement sur cette question.

Le contenu de cette circulaire et sa distribution aux actionnaires ont été approuvés par le Conseil.

EN DATE du 29 juillet 2026.

FIRST PHOSPHATE CORP.

« Laurence W. Zeifman »

Laurence W. Zeifman
Administrateur

ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES CADRES

Formulaire 51-102F6V

FIRST PHOSPHATE CORP.
(la « Société »)

Déclaration de rémunération des cadres – Émetteurs de capital-risque

R - DISCUSSION ET ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION

Les informations suivantes, préparées conformément au formulaire 51-102F6V - *Déclaration de rémunération des dirigeants – Émetteurs de capital-risque*, offrent une discussion de tous les éléments significatifs de la rémunération à attribuer, être perçue par, versée ou payable aux administrateurs et dirigeants nommés (tels que définis ci-dessous) de la Société, dans la mesure où cela a été déterminé.

Ce document décrit le régime de rémunération de la Société pour chaque administrateur de la Société, chaque personne ayant agi à titre de chef de la direction (« **PDG** ») et de chef des finances (« **CFO** ») de la Société, ainsi que pour le dirigeant supérieur le plus rémunéré (ou la personne la plus rémunérée suivante agissant à titre similaire), à part le PDG et le CFO, dont la rémunération dépassait 150 000 $ au cours de l'exercice financier clos le 28 février 2026 (chacun un « **Officier exécutif nommé** » ou « **NEO** » et collectivement les « **Officiers exécutifs nommés** » ou « **NEOs** »).

Au cours de l'exercice financier clos le 28 février 2026, les directeurs exécutifs nommés (« NEOs ») de la société comprenaient : John Passalacqua, chef de la direction (« PDG »); Bennett Kurtz, chef des finances (« CFO »), directeur administratif et secrétaire corporatif; et Gilles Laverdiere, ancien géologue en chef.

Ce document abordera la philosophie et les objectifs de la rémunération des dirigeants de la Société et offrira un aperçu du processus que le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil** ») entend entreprendre pour décider de la manière de rémunérer les administrateurs et les NEO.

B - SUPERVISION ET DESCRIPTION DE L'ADMINISTRATEUR ET DE LA RÉMUNÉRATION DES NEO

La discussion et l'analyse suivantes sur la rémunération visent à fournir des informations relatives aux objectifs et processus du programme de rémunération des administrateurs et des cadres de la Société, ainsi qu'à aborder le processus décisionnel relatif à la rémunération.

La société a mis en place un comité de rémunération (le « **Comité de rémunération** »). En conséquence, la responsabilité des questions relatives à la philosophie globale de rémunération et aux lignes directrices pour les administrateurs et NEOs de la Société relève du Conseil d'administration, avec l'aide du Comité de rémunération.

Comité de rémunération

La stratégie d'entreprise à long terme de la Société est centrale dans toutes ses décisions d'affaires, y compris en ce qui concerne la rémunération des cadres. Le Comité de rémunération a été créé par le Conseil pour l'aider à remplir ses responsabilités relatives aux questions de rémunération, y compris l'évaluation et l'approbation des plans, politiques et programmes de rémunération de la Société. Les membres actuels du comité de rémunération sont Peter Nicholson comme président et Laurence W. Zeifman.

Le comité de rémunération veille à ce que la Société dispose d'un régime de rémunération des dirigeants à la fois motivant et compétitif afin d'attirer, maintenir et inspirer la performance des dirigeants et autres membres de la haute direction de manière à soutenir la rentabilité et la croissance futures de la société.

Le programme de rémunération de la Société a été développé pour continuer à attirer, motiver et retenir des cadres de haut niveau, et aligner leurs intérêts sur la rentabilité durable et la croissance de la Société à long terme, de manière juste et raisonnable pour les actionnaires de la Société. Le programme de rémunération continuera d'évoluer en même temps que le développement de la société.

Les principes de rémunération du conseil d'administration et du comité de rémunération à l'avenir sont les suivants :

- les dirigeants devraient être rémunérés conformément aux pratiques actuelles de l'industrie et en montants similaires à ceux payés pour des postes similaires dans des entreprises comparables;
- les régimes de rémunération individuels doivent aligner les intérêts de la Société et du cadre, en reconnaissant les responsabilités de chaque employé et la complexité de la Société; et
- La rémunération doit démontrer la valeur de chaque employé et être suffisante non seulement pour récompenser, mais aussi pour conserver les services de chaque cadre.

En règle générale, pour établir la rémunération des NEO et des cadres supérieurs, le Comité de rémunération prendra en compte les principes de rémunération mentionnés ci-dessus ainsi que la performance, l'expérience et la position de la direction au sein de la Société et les recommandations du PDG, ou dans le cas du PDG, la recommandation du président du conseil d'administration. Le Comité de rémunération exerce son pouvoir discrétionnaire pour recommander la rémunération des dirigeants à des niveaux justifiés par des circonstances externes, internes et individuelles.

Gestion des risques de rémunération

Au cours de ses délibérations, le Conseil examine les implications des risques liés à l'adoption des pratiques de rémunération en vigueur de temps à autre et détecte les actions de la direction et des employés de la Société qui constitueraient ou conduiraient à des risques inappropriés ou excessifs.

À l'heure actuelle, les seuls comités permanents sont le Comité d'audit et le Comité de rémunération. À mesure que la société grandit et que sa structure opérationnelle et de gestion devient plus complexe, le conseil s'attend à ce qu'elle constitue des comités permanents formels, tels qu'un comité de gouvernance d'entreprise et un comité de nomination, et veille à ce que ces comités soient régis par des chartes écrites et composés d'au moins une majorité d'administrateurs indépendants.
Le Conseil, avec l'aide du Comité de rémunération, cherche à s'assurer qu'en tout temps, ses modalités de rémunération reflètent adéquatement les responsabilités et les risques liés à un administrateur efficace ou un dirigeant exécutif nommé de la Société.

Chaque dirigeant exécutif nommé est rémunéré conformément aux termes de son entente de consultation, avec des unités d'actions restreintes (« **UAR** »), des salaires, des options d'achat d'actions incitatives (« **Options** ») et/ou des primes comme éléments importants de cette rémunération. Les primes peuvent être attribuées selon les jalons objectifs ou à la discrétion du conseil. Aucune prime en espèces n'a été versée aux dirigeants nommés pour l'exercice financier le plus récent complété, mais à tous les NEOs.

La Société n'utilise actuellement pas de groupe de pairs pour déterminer la rémunération.

Résumé de la rémunération des administrateurs et des cadres nommés

Le tableau suivant (présenté conformément au formulaire 51-102F6V) est un résumé de la rémunération (à l'exclusion des titres de rémunération) payée, fournie, attribuée, accordée, donnée ou autrement fournie, directement ou indirectement, aux administrateurs et aux NEOs pour chacun des deux exercices financiers les plus récents complétés par les émetteurs :

Tableau de la rémunération excluant les titres de rémunération							
Nom et poste [1]	**Année**	**Salaire, honoraires de consultation, honoraire ou commission ($)**	**Bonus** [12] **($)**	**Honoraires de comité ou de réunion ($)**	**Valeur des privilèges ($)**	**Valeur de toute autre compensation ($)**	**Compensation totale ($)**
John PassalacquaChef de la direction et *administrateur*	2026[2]	396 000	430 000	Nil	Nil	Nil	826 000
	2025[3]	316 800	212 500	Nil	Nil	Nil	529 300

Bennett Kurtz *CFO, CAO, secrétaire corporatif et administrateur*	2026[4]	198 000	69 300	Nil	Nil	Nil	267 300
	2025[5]	198 000	75 000	Nil	Nil	Nil	273 000
Gilles Laverdière *Géologue en chef*	2026[6]	289 840	63 000	Nil	Nil	Nil	352 840
	2025	194 550	37 500	Nil	Nil	Nil	232 050
Laurence W. Zeifman *Président et administrateur*	2026[7]	120 000	159 600	Nil	Nil	Nil	279 600
	2025[8]	118 800	75 000	Nil	Nil	Nil	193 800
Peter Nicholson *Administrateur*	2026[9]	120 000	159 600	Nil	Nil	Nil	279 600
	2025[10]	35 250	75 000	Nil	Nil	Nil	110 250
Marc Branson *Ancien administrateur*	2026	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
	2025[11]	69 400	Nil	Nil	Nil	Nil	69 400

Notes :

(1) Postes au 28 février 2026. Peter Kent a été nommé administrateur de la société à compter du 10 juillet 2026 et n'a reçu aucune compensation au cours de l'exercice financier clos le 28 février 2026.

(2) La rémunération pour la période était de 840 000 UAR avec une valeur réputée de 396 000 $. Les UAR étaient attribuées à ExpoWorld Inc. (« **ExpoWorld** »), une société contrôlée par M. Passalacqua.

(3) La rémunération pour la période était de 792 000 UAR avec une valeur réputée de 316 800 $. Les UAR étaient attribuées à ExpoWorld.

(4) La rémunération pour la période était de 480 860 UAR avec une valeur estimée de 198 000 $. Les UAR étaient émises à POF Capital Corp. (« **POF** »), qui est contrôlée par M. Kurtz.

(5) La rémunération pour la période était de 495 000 UAR avec une valeur réputée de 198 000 $. Les UAR ont été délivrées au POF.

(6) M. Laverdiere a pris sa retraite à compter du 31 mars 2026. M. Laverdiere continue d'offrir des services à titre de consultant par l'entremise de 166693 Canada Inc., une société contrôlée par M. Laverdiere.

(7) La rémunération pour la période était de 291 430 UAR avec une valeur réputée de 120 000 $. Les UAR ont été émises à Z Six Financial Corporation (« **Z Six** »), une société contrôlée par M. Zeifman.

(8) La rémunération pour la période était de 291 430 UAR avec une valeur réputée de 118 800 $. Les UAR étaient attribuées à Z Six.

(9) La rémunération pour la période était de 291 430 UAR avec une valeur réputée de 120 000 $. Les UAR ont été attribuées à Wealth Creation, Preservation and Donation Inc. (« **WCPD** »), une société contrôlée par M. Nicholson.

(10) Peter Nicholson a été nommé administrateur de la société à compter du 1er septembre 2024. La rémunération pour la période du 1er septembre 2024 au 28 février 2025 était de 150 000 UAR avec une valeur réputée de 32 250 $.

(11) M. Branson a cessé de fournir des services à la Société à compter du 1er septembre 2024. La contrapartie pour la période du 1er mars 2024 au 1er septembre 2024 était de 148 500 UAR avec une valeur réputée de 59 400 $. Les UAR étaient attribuées à CapWest Investments Corp., qui était contrôlée par M. Branson (« **CapWest** »).

(12) Inclut les UAR qui peuvent être considérées en tant que compensation de prime selon le formulaire 51-102F6V.

Options d'achat d'actions et autres titres de rémunération

Le tableau suivant présente tous les titres de compensation accordés ou émis à chaque administrateur et dirigeant exécutif nommé de la Société au cours de l'exercice financier clos le 28 février 2026.

Valeurs mobilières de rémunération							
Nom et poste [1]	**Type de titre de compensation**	**Nombre de titres de rémunération, nombre de titres sous-jacents et pourcentage de Classe** [2]	**Date de délivrance ou de concession**	**Prix d'émission, de conversion ou d'exercice ($)**	**Prix de clôture d'un titre ou d'un titre sous-jacent à la date d'octroi ($)**	**Prix de clôture d'un titre ou d'un titre sous-jacent à la fin de l'année ($)**	**Expiration** [4]
John Passalacqua [3][8] PDG et *administrateur*	Options	1 200 000	24 novembre 2025	0,90 $	0,71 $	0,99 $	29 décembre 2028
	UAR	781 395[9]	12 février 2026	N/A	0,78 $	0,99 $	
Bennett Kurtz [4][8] *CFO, CAO, secrétaire corporatif et administrateur*	Options	600 000	24 novembre 2025	0,90 $	0,71 $	0,99 $	29 décembre 2028
Gilles Laverdière[5] *Ancien géologue en chef*	Options	300 000	24 novembre 2025	0,90 $	0,71 $	0,99 $	29 décembre 2028
Laurence W. Zeifman [6][8] *Président et administrateur*	Options	600 000	24 novembre 2025	0,90 $	0,71 $	0,99 $	29 décembre 2028
Peter Nicholson [7] *Administrateur*	Options	600 000	24 novembre 2025	0,90 $	0,71 $	0,99 $	29 décembre 2028

Notes :

(1) Postes au 28 février 2026. Peter Kent, qui a été nommé administrateur de la Société à compter du 10 juillet 2026, n'a reçu aucun titre de compensation au cours de l'exercice financier clos le 28 février 2026.

(2) Toutes les options accordées le 24 novembre 2025 ont été acquises le 1er janvier 2026 et étaient assujetties aux dispositions d'acquisition suivantes : acquisition de 25% le 24 mai 2026, 24 novembre 2026, 24 mai 2027 et 24 novembre 2027.

(3) Inclut les titres accordés à ExpoWorld. Au 28 février 2026, M. Passalacqua détenait, directement ou indirectement, 1 800 000 Options, dont 600 000 avaient acquis.

(4) Inclut les titres accordés à POF. Au 28 février 2026, M. Kurtz détenait, directement ou indirectement, 1 200 000 options, dont 600 000 avaient été acquises.

(5) Inclut les titres accordés à 166693 Canada Inc., une société contrôlée par M. Laverdiere. Au 28 février 2026, M. Laverdiere détenait, directement ou indirectement, 600 000 options dont 300 000 avaient été acquises.

(6) Inclut les titres accordés à Z Six. Au 28 février 2026, M. Zeifman détenait, directement ou indirectement, 1 200 000 options, dont 600 000 avaient été acquises

(7) Inclut les titres accordés au WCPD. Au 28 février 2026, M. Nicholson détenait, directement ou indirectement, 600 000 options dont aucune n'avait été acquise.

(8) En plus de la divulgation ci-dessus, MM. Passalacqua, Kurtz et Zeifman détiennent chacun indirectement 875 000 bons de souscription exercables à 0,40 $ par action jusqu'au 28 décembre 2028.

(9) Émise pour faciliter l'exercice sans argent liquide de 1 200 000 options détenues par ExpoWorld, incluant 600 000 options initialement émises le 14 septembre 2022 et exercables à 0,25 $ par option, ainsi que 600 000 options initialement émises le 22 décembre 2022 et exercables à 0,35 $ par option, représentant la valeur en monnaie des options à résilier (calculées sur la base du prix de clôture des actions de la Société le 10 février, 2026).

Les titres de rémunération exercés par tout administrateur et dirigeant exécutif nommé au cours de l'exercice financier le plus récent terminé le 28 février 2026 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Nom et position [1]	Type de titre de compensation	Nombre de titres sous-jacents exercés	Prix d'exercice par titre	Date d'exercice	Prix de clôture par titre à la date d'exercice ($)	Différence entre le prix d'exercice et le prix de clôture à la date de l'exercice ($)	Valeur totale à la date d'exercice ($)
John Passalacqua [2] *PDG et administrateur*	UAR	565 715	N/A	31 août 2025	0,48 $	N/A	271 543
	UAR	410 000	N/A	2 janvier 2026	1,07 $	N/A	438 700
	Options	600 000	0,25 $	17 février 2026	0,78 $	0,53 $	318 000
	Options	600 000	0,35 $	17 février 2026	0,78 $	0,43 $	258 000
	UAR	781 395	N/A	20 février 2026	0,76 $	N/A	593 860
	UAR	396 000	N/A	28 février 2026	0,99 $	N/A	392 040
Bennett Kurtz [3] *CFO, CAO, secrétaire corporatif et administrateur*	UAR	282 860	N/A	31 août 2025	0,48 $	N/A	135 773
	Options	300 000	0,25 $	17 décembre 2026	0,90 $	0,65 $	195 000
	Options	300 000	0,35 $	17 décembre 2026	0,90 $	0,55 $	165 000
	UAR	66 000	N/A	2 janvier 2026	1,07 $	N/A	70 620
	UAR	198 000	N/A	28 février 2026	0,99 $	N/A	196 020
Gilles Laverdière *Géologue en chef*	UAR	60 000	N/A	2 janvier 2026	1,07 $	N/A	64 200
	Options	300 000	0,25 $	29 janvier 2026	0,84 $	0,59 $	177 000
	Options	300 000	0,35 $	29 janvier 2026	0,84 $	0,49 $	147 000
Laurence W. Zeifman [4] *Président et administrateur*	UAR	171 430	N/A	31 août 2025	0,48 $	N/A	82 286
	UAR	152 000	N/A	2 janvier 2026	1,07 $	N/A	162 640
	Options	300 000	0,25 $	17 février 2026	0,78 $	0,53 $	159 000
	Options	300 000	0,35 $	17 février 2026	0,78 $	0,43 $	129 000
	UAR	120 000	N/A	28 février 2026	0,99 $	N/A	118 800
Peter Nicholson [5] *Réalisateur*	UAR	171 430	N/A	31 août 2025	0,48 $	N/A	82 286
	UAR	152 000	N/A	2 janvier 2026	1,07 $	N/A	162 640
	UAR	120 000	N/A	28 février 2026	0,99 $	N/A	118 800
Peter Kent [6]	Options	150 000	0,25 $	3 novembre 2025	0,77 $	0,52 $	78 000
	Options	150 000	0,35 $	27 novembre 2025	0,76 $	0,41 $	61 500

Notes :

(1) Postes au 28 février 2026. Peter Kent, qui a été nommé administrateur de la Société à compter du 10 juillet 2026, n'était ni dirigeant ni administrateur de la Société au 28 février 2026.

(2) Les UAR exercées par, et les actions ordinaires émises lors de l'exercice des UAR étaient émises à ExpoWorld.

(3) Les UAR exercées par, et les actions ordinaires émises lors de l'exercice des UAR, ont été émises à POF et Bennett Kurtz.

(4) Les UAR exercées par, et les actions ordinaires émises lors de l'exercice des UAR étaient émises au nom de Z Six.

(5) Les UAR exercées par, et les actions ordinaires émises lors de l'exercice des UAR étaient émises au WCPD.

(6) Les options exercées par Peter Kent Investments Inc., ainsi que les actions ordinaires émises lors de l'exercice des UAR, ont été émises au nom de Peter Kent Investments Inc.

C – Régimes d'options d'achat d'actions et autres régimes incitatifs

Le 25 août 2023, les actionnaires de la Société ont approuvé le Plan d'incitation omnibus en actions de la société, modifié de temps à autre. Le Plan Omnibus a été modifié le 24 juillet 2024 pour corriger les erreurs de rédaction et les questions administratives. La Société propose en outre de modifier le Plan Omnibus pour, entre autres, éliminer les dispositions inapplicables, clarifier la poursuite des sentences à la fin de la résolution, mettre à jour et simplifier les processus ainsi que d'autres questions administratives. Les amendements proposés ne nécessitent pas l'approbation des actionnaires désintéressés dans le cadre du Plan Omnibus.

Le résumé est qualifié par l'intégralité du Plan Omnibus modifié et reformulé, dont une copie est jointe sous le nom d'annexe « E ».

Objectif, administration et participants admissibles

Le but du Plan Omnibus est de faire avancer les intérêts de la Société par la motivation, l'attraction et la rétention des employés, consultants et administrateurs clés de la Société ainsi que des affiliés désignés de la Société, et d'assurer à la Société et aux actionnaires les avantages inhérents à la propriété d'actions ordinaires par l'octroi d'options d'achat d'actions ordinaires (les « **Options** ») et d'unités d'actions restreintes (« **UAR »),** (ensemble, les « **Attributions** »).

Ce Plan Omnibus est administré par le Conseil qui a l'autorité complète de l'administrer, y compris le pouvoir d'interpréter toute disposition de ce Plan et d'adopter, modifier et annuler les règles et règlements nécessaires à l'administration de ce Plan Omnibus selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable afin de se conformer aux exigences du Plan Omnibus et aux exigences réglementaires. Le Conseil peut déléguer ses pouvoirs en vertu du Plan omnibus à un comité du Conseil. Sous réserve des dispositions du Plan omnibus, le Comité a le pouvoir de sélectionner les personnes à qui les prix seront accordés. En ce qui concerne l'octroi de prix, les participants admissibles au Plan Omnibus incluent les administrateurs, dirigeants et employés (y compris les employés à temps plein et à temps partiel) de la Société ou de tout affilié désigné de la Société, toute personne ou société engagée pour fournir des services continus de gestion, de conseil ou de consultation pour la Société ou un affilié désigné de la Société, ou tout employé de cette personne ou société, et toute personne engagée pour fournir des activités de relations avec les investisseurs (telles que définies dans les politiques de la Bourse canadienne des valeurs mobilières (« **CSE** »)). Le Plan Omnibus est considéré comme un régime « intemporel », puisque les actions ordinaires assujetties à une attribution dans le cadre du Plan Omnibus qui ne sont pas achetées ou exercées, ou qui sont perdues, annulées, expirent sans exercice, sont réglées en espèces, ou sont utilisées ou retenues pour satisfaire les obligations de retenue d'impôt d'un participant seront de nouveau disponibles pour des attributions dans le cadre du Plan Omnibus.

Actions ordinaires assujetties au régime omnibus

Le nombre total d'actions ordinaires réservées à l'émission dans le cadre du Plan Omnibus ne peut pas dépasser vingt pour cent (20%) des actions ordinaires en circulation de temps à autre. De plus :

(a) Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission conformément à toutes les sentences accordées dans le cadre de ce régime omnibus sur une période de 12 mois ne doit pas dépasser 20% du nombre d'actions ordinaires alors en circulation;

(b) Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission conformément à toutes les attributions accordées ou émises durant une période de 12 mois aux participants admissibles qui sont des initiés de la Société (en tant que groupe) ne doit pas dépasser 15% des actions ordinaires émises et en circulation;

(c) Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission conformément à toutes les distinctions accordées ou émises sur une période de 12 mois aux participants admissibles qui sont des employés et consultants non-initiés de la société (en tant que groupe) ne doit pas dépasser 10% des actions ordinaires émises et en circulation; et

(d) Le nombre total maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission en vertu des attributions accordées à un participant admissible sur une période de 12 mois ne doit pas dépasser 5% du nombre d'actions ordinaires alors en circulation.

(e) Le nombre total maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission en vertu des options accordées à tous les fournisseurs de services de relations avec les investisseurs sur une période de 12 mois ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, 2% des actions ordinaires émises et en circulation calculées à la date à laquelle une option est accordée à un tel fournisseur de services de relations avec les investisseurs. Les options accordées à tous les participants effectuant des activités de relations avec les investisseurs seront acquises par étapes sur une période de 12 mois,

avec un maximum d'un quart des options acquises sur une période de trois mois. Pour plus de certitude, un fournisseur de services de relations avec les investisseurs n'a pas droit de recevoir d'indemnités ou tout autre type de compensation basée sur des titres autre que les options.

Le Comité doit, par l'établissement de procédures appropriées, surveiller les transactions des titres de la Société par tous les bénéficiaires d'options effectuant des activités de relations avec les investisseurs.

Récompenses optionnelles

Nature des options

Une option est une option accordée par la Société à un participant qui lui donne le droit d'acquérir un nombre désigné d'actions ordinaires provenant du trésor au prix d'exercice. La Société est tenue d'émettre et de livrer le nombre désigné d'actions ordinaires lors de l'exercice d'une option et n'a aucune discrétion indépendante pour régler une option en espèces ou autre bien que des actions ordinaires émises à partir du trésor.

Prix d'exercice des options

Le prix d'exercice de toute option ne peut pas être inférieur au prix de clôture des actions ordinaires sur la bourse principale où les actions ordinaires sont inscrites le dernier jour de bourse précédant immédiatement la date d'attribution de l'Option, moins l'escompte maximal, le cas échéant, permis par le CSE (ou les politiques boursières les plus restrictives sur lesquelles la société est cotée) et, si les actions ordinaires ne sont pas alors cotées sur une quelconque bourse, le prix d'exercice ne peut pas être inférieur à la juste valeur marchande des actions ordinaires, telle que déterminée par le Comité la veille immédiate du jour de l'octroi de cette option.

Date d'expiration des options

Chaque Option, à moins d'être résiliée plus tôt en vertu des dispositions du Plan Omnibus, expirera à une date déterminée par le Comité au moment où l'Option sera accordée, sous réserve d'amendement par un contrat de travail, date qui ne peut être plus tardive de dix (10) ans après la date d'octroi de l'Option. Cependant, si la date d'expiration tombe dans une « période de blackout » ou dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'expiration d'une « période de blackout », alors la date d'expiration de l'option sera la date qui se situe dix (10) jours ouvrables après l'expiration de la période de blackout.

Acquisition et exercice des options

Sauf disposition contraire dans le Plan Omnibus ou dans tout contrat de travail, chaque Option ne peut être exercée pendant la durée de l'Option qu'en fonction du calendrier d'acquisition, le cas échéant, déterminé par le Comité au moment de l'octroi de l'Option, dont le calendrier d'acquisition peut inclure l'acquisition d'exécution ou l'accélération de l'acquisition dans certaines circonstances et qui peut être modifié ou modifié par le Comité de temps à autre concernant une option particulière, sous réserve des exigences réglementaires applicables. Si le Comité ne détermine pas un calendrier d'acquisition au moment de l'octroi d'une Option particulière, cette Option pourra être exercée en totalité à tout moment, ou partiellement de temps à autre, pendant la durée de l'Option.

Accélération de l'offre d'achat, de la consolidation ou de la fusion

Dans le cas où : (a) la Société cherche ou a l'intention de demander l'approbation des actionnaires de la Société pour une transaction qui, si elle est réalisée, constituerait un événement d'accélération (tel que défini ci-dessous); ou (b) une personne fait une offre ou une proposition de bonne foi à la Société ou aux actionnaires de la Société qui, si elle est acceptée ou complétée, constituerait un événement accéléré, alors la Société est tenue d'envoyer un avis à tous les bénéficiaires de cette transaction, offre ou proposition dès que possible. À condition que le Comité ait déterminé qu'aucun ajustement ne sera effectué en vertu des dispositions du Plan Omnibus décrites ci-dessus sous la rubrique « Consolidation, Fusion, etc. »; (i) le Comité peut, par résolution, et nonobstant tout calendrier d'acquisition applicable à une Option, permettre que toutes les Options en cours qui ont des restrictions sur leur exercice deviennent immédiatement exercables durant la période spécifiée dans l'avis (mais en aucun cas plus tard que la date d'expiration applicable d'une Option), afin que le bénéficiaire de l'option puisse participer à cette transaction, offre ou proposition; et (ii) le Comité peut accélérer la date d'expiration de ces Options ainsi que le délai de remplissage de toute condition ou restriction sur cet exercice. Un « événement d'accélération » désigne une acquisition, par tout offrant de la propriété bénéficiaire, de plus de cinquante pour cent (50%) des votes attachés aux titres de droit de vote en circulation de la Société, toute consolidation, fusion ou amalgame ou arrangement statutaire de la

Société avec ou dans une autre société, en vertu de laquelle la Société ne sera pas l'entité survivante (sauf une transaction dans laquelle les actionnaires de la Société se sont présentés immédiatement avant la conclusion de la la transaction aura la même proportion de propriété que la société survivante), une division de l'activité de la Société en deux (2) entités ou plus, une vente, un échange de bail ou tout autre transfert de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société à une autre entité, ou l'approbation par les actionnaires de tout plan de liquidation ou de dissolution de la Société.

Effet de la résiliation

Si un participant doit :

(a) cesser d'être administrateur (et n'est pas ou ne continue pas d'être un participant admissible), pour quelque raison que ce soit (autre que le décès); ou

(b) cesser de fournir des services à la Société, ou reçoit un avis de résiliation de leur contrat de service, pour quelque raison que ce soit (autre que le décès), et n'est pas ou ne continue pas d'être un participant admissible,

(le plus tôt à survenir de l'un des événements ci-dessus étant désigné ici en tant que « Résiliation »), sauf disposition contraire dans tout contrat de service, contrat de consultation ou accord d'activités de relations avec les investisseurs, ce Participant peut, mais seulement dans les 90 jours suivants suivant cette Résiliation (ou, sous réserve des limitations énoncées ci-dessous, toute autre période déterminée par les administrateurs), exercer les options dans la mesure où ce participant avait le droit d'exercer ces options à la date de cette résiliation. Nonobstant ce qui précède ou les termes de tout contrat de service, en aucun cas ce droit ne peut s'étendre au-delà de la période d'option ou d'un an à compter de la date de résiliation.

Prix UAR

Nature d'une UAR

Une UAR est une récompense qui constitue une prime pour les services rendus l'année de la concession qui, lors du règlement, donne droit au participant bénéficiaire de recevoir un paiement en espèces égal au prix de clôture des actions ordinaires sur le CSE à la dernière date de négociation avant la date d'acquisition applicable ou, à la seule discrétion du Comité, une action ordinaire, et sous réserve des restrictions et conditions d'acquisition que le Comité déterminera au moment de l'octroiement, sauf si cette UAR expire avant d'être réglée.

Acquisition

Le Comité aura la seule discrétion de déterminer si des conditions d'acquisition concernant une UAR, y compris les critères de performance ou autres conditions d'acquisition contenues dans l'entente UAR applicable, ont été remplies ou de renoncer aux conditions d'acquisition applicables aux UAR (ou de les juger satisfaites), et communiquera à un participant, dès que raisonnablement possible, la date à laquelle toutes ces conditions d'acquisition applicables à l'octroi de UAR ont été remplies et les UAR sont acquises.

Établissement

Dès que possible après chaque date d'acquisition d'une attribution de UAR, la Société doit, à la seule discrétion du Comité, soit : (i) émettre au Participant, ou selon les directives du Participant, ou si applicable, à la succession du Participant, à partir du trésor, le nombre d'actions ordinaires égal au nombre de UAR acquises et devenues payable à la date d'acquisition; ou (ii) effectuer un paiement en espèces d'un montant égal à la valeur marchande d'une action ordinaire à la date d'acquisition des UAR acquises et devenues payables, au comble de la retenue à la source applicable et des autres déductions de source applicables; ou (iii) une combinaison de (i) et (ii). Aucun participant n'a le droit d'exiger d'être payé en espèces ou en actions ordinaires pour une UAR, et malgré toute discrétion exercée par le Comité pour régler une UAR sous forme d'argent ou d'actions ordinaires, le Comité se réserve le droit de modifier cette forme de paiement à tout moment jusqu'à ce que le paiement soit effectivement effectué.

Effet de la résiliation

Si un participant fait l'objet d'un événement de résiliation, sauf disposition contraire dans tout contrat de service, la participation du participant au régime sera immédiatement résiliée, toutes les UAR créditées au compte de ce participant qui n'ont pas acquis seront confisquées et annulées, et les droits du participant relatifs aux UAR non acquis de ce participant seront confisqués et annulés, dans une période raisonnable, ne dépassant pas 12 mois, suivant la date de résiliation. Nonobstant ce qui précède, si le Comité, à sa seule discrétion, accélère, modifie ou renonce, en tout ou en partie, aux conditions d'acquisition concernant tout ou une partie des UAR non acquises en cours, la date déterminée par le Comité est la Date d'acquis.

Généralités

Consolidation, fusion, etc.

S'il y a une consolidation, une fusion, une fusion statutaire ou un arrangement de la Société avec ou dans une autre société, une séparation de la Société de la Société en deux (2) entités ou plus, ou une vente, échange de bail ou autre transfert (dans une transaction ou une série de transactions connexes) de la totalité ou presque la totalité des actifs de la Société à une autre entité, lors de l'exercice ou du règlement, le cas échéant, d'une sentence dans le cadre du Plan Omnibus, le titulaire de celui-ci a droit à recevoir les titres, biens ou liquidités qu'il aurait reçus lors de cette consolidation, fusion, fusion, arrangement, séparation ou transfert si le titulaire avait été titulaire d'actions ordinaires immédiatement avant la date effective de cet événement, à moins que le Comité ne détermine autrement des ajustements ou des substitutions appropriés à effectuer dans de telles circonstances afin de maintenir les droits économiques du participant à l'égard de cette sentence en lien avec cet événement.

Offre de rachat par bourse de valeurs mobilières

Si une offre de rachat (au sens de la *Loi sur les valeurs* mobilières (Ontario)) est faite, à la suite de laquelle toutes les actions ordinaires en circulation sont acquises par l'offrant par le biais de dispositions d'acquisition obligatoire de la loi constitutive de la société ou autrement, et si la contrepartie est versée en tout ou en partie en titres propres de l'offrant, le Comité peut envoyer un avis à tous les participants exigeant qu'ils remettent leurs prix dans les dix (10) jours suivant l'envoi de cet avis, et les bénéficiaires seront considérés comme ayant remis ces prix au dixième (10e) jour suivant l'envoi de cet avis sans autre formalité, à condition que, entre autres, le Comité remette avec cet avis une offre irrévocable et inconditionnelle de la part de l'offrant pour accorder des options de remplacement aux participants sur les titres d'actions offerts en contrepartie.

Amendements, modifications et modifications

Le Comité a le droit, en vertu du Plan omnibus, d'apporter certains amendements au Plan omnibus, y compris, mais sans s'y limiter, des amendements de nature « ménagère », afin de se conformer à la loi ou à la réglementation applicable, aux dispositions d'acquisition du Plan omnibus, aux modalités de toute décision précédemment accordée (avec le consentement du bénéficiaire), et en ce qui concerne l'effet de la résiliation du poste, de l'emploi ou des services d'un bénéficiaire dans le cadre du Plan Omnibus, aux catégories de personnes participant à l'administration ou à la mise en œuvre du Plan Omnibus.

Le Comité a le droit, en vertu du Plan Omnibus, avec l'approbation désintéressée des actionnaires de la Société, et sous réserve de la réception de toutes les approbations réglementaires requises, d'apporter certaines modifications au Plan Omnibus, y compris, mais sans s'y limiter, toute modification du nombre d'actions ordinaires émises à partir du Trésor dans le cadre du Plan Omnibus, tout amendement qui réduit le prix d'exercice de toute Récompense, toute modification prolongeant la date d'expiration d'une Attribution autre que ce qui est permis par le Plan Omnibus, toute modification qui annule une Attribution et la remplace par une Attribution ayant un prix d'exercice inférieur, tout amendement permettant le transfert ou l'attribution des Attributions par un participant autre que ce qui est actuellement permis dans le cadre du Plan Omnibus, et toute modification des dispositions d'amendement du Plan Omnibus.

D - Régimes de retraite et de retraite

La Société ne dispose d'aucun régime formel de pension, de rémunération de retraite ou d'autres régimes incitatifs à long terme pour ses administrateurs, dirigeants ou employés.

E – Contrats d'emploi, de consultation et de gestion

Au 28 février 2026, la Société n'a conclu aucune entente d'emploi, de consultation ou de gestion avec aucun des NEO ou administrateurs de la Société, sauf ce qui suit :

ExpoWorld Ltd. est une entreprise privée contrôlée par John Passalacqua, chef de la direction et administrateur. Au cours de l'exercice financier le plus récent, M. Passalacqua a fourni des services à la Société au nom d'ExpoWorld sous réserve des modalités d'accords de consultation conclus entre la Société, ExpoWorld et M. Passalacqua, datés du 14 février 2025 et du 20 août 2025, et fournit actuellement des services dans le cadre d'un contrat de consultation daté du 10 février 2026 pour la période de douze mois se terminant le 28 février. 2027. Conformément aux termes de ces ententes, M. Passalacqua a reçu indirectement 565 715 UAR, 396 000 UAR et 840 000 UAR, respectivement, plus le remboursement des dépenses préapprouvées engagées au nom de la Société. Les accords pouvaient, et peuvent, être résiliés par l'une ou l'autre partie en fournissant à l'autre partie un préavis écrit de trente

jours, auquel cas le consultant a droit à une portion au prorata de l'impayé jusqu'à la date ou à la fin de paiement, ou par la Société sans préavis ni contrepartie supplémentaire dans certaines circonstances prescrites.

POF Capital Corp est une entreprise privée contrôlée par Bennett Kurtz, directeur financier, directeur administratif et administrateur. Au cours de l'exercice financier le plus récent, M. Kurtz a fourni des services à la Société au nom de POF sous réserve des modalités d'accords de consultation conclus entre la Société, POF et M. Kurtz, datés du 14 février 2025 au 20 août 2025, et fournit actuellement des services en vertu d'un contrat de consultation daté du 10 février 2026 pour la période de douze mois se terminant le 28 février. 2027. Conformément aux termes de ces ententes, M. Kurtz a reçu indirectement 282 860 UAR, 198 000 UAR et 107 000 UAR, respectivement, plus le remboursement des dépenses préapprouvées engagées au nom de la Société. À partir du 1er mars 2026, M. Kurtz reçoit également 8 500 $ par mois. Les accords pouvaient, et peuvent, être résiliés par l'une ou l'autre partie en fournissant à l'autre partie un préavis écrit de trente jours, auquel cas le consultant a droit à une portion au prorata de l'impayé jusqu'à la date ou à la fin de paiement, ou par la Société sans préavis ni contrepartie supplémentaire dans certaines circonstances prescrites.

166693 Canada Inc. est une société privée contrôlée par Gilles Laverdière, géologue en chef de la Société jusqu'à sa retraite effective au 31 mars 2026. Au cours du plus récent exercice financier, M. Laverdiere a fourni des services à la Société au nom de 166693 Canada Inc., sous réserve des modalités des ententes de consultation conclues entre la Société, 166693 Canada Inc. et M. Laverdiere, datées du 1er mars 2025 au 30 juillet 2025, à un taux horaire de 150 $ de l'heure plus les taxes applicables et le remboursement des dépenses préapprouvées engagées au nom de la Société. M. Laverdiere a pris sa retraite de la société à compter du 31 mars 2026.

Z Six Financial Corporation est une société privée contrôlée par Lawrence W. Zeifman, président et administrateur. Au cours du plus récent exercice financier, M. Zeifman a fourni des services à la Société au nom de Z Six sous réserve des modalités d'accords de consultation conclus entre la Société, ainsi que Z Six et M. Zeifman, daté du 14 février 2025 au 20 août 2025, et fournit actuellement des services dans le cadre d'un contrat de consultation daté du 10 février 2026 pour la période de douze mois se terminant le 28 février. 2027. Conformément aux termes de ces ententes, M. Zeifman a reçu indirectement 171 430 UAR, 120 000 UAR et 200 000 UAR, respectivement, plus le remboursement des dépenses préapprouvées engagées au nom de la Société. Les accords pouvaient, et peuvent, être résiliés par l'une ou l'autre partie en fournissant à l'autre partie un préavis écrit de trente jours, auquel cas le consultant a droit à une portion au prorata de l'impayé jusqu'à la date ou à la fin de paiement, ou par la Société sans préavis ni contrepartie supplémentaire dans certaines circonstances prescrites.

Wealth Creation, Preservation and Donation Inc. est une entreprise privée contrôlée par Peter Nicholson, directeur. Au cours de l'exercice financier le plus récent, M. Nicholson a fourni des services à la Société au nom du WCPD, sous réserve des modalités d'accords de consultation conclus entre la Société, ainsi que le WCPD et M. Nicholson, datés du 14 février 2025 et du 20 août 2025, et fournit actuellement des services en vertu d'un contrat de consultation daté du 10 février 2026 pour la période de douze mois se terminant le 28 février. 2027. Conformément aux termes de ces ententes, M. Nicholson a reçu indirectement 171 430 UAR, 120 000 UAR et 134 000 UAR, respectivement, plus le remboursement des dépenses préapprouvées engagées au nom de la Société. Les accords pouvaient, et peuvent, être résiliés par l'une ou l'autre partie en fournissant à l'autre partie un préavis écrit de trente jours, auquel cas le consultant a droit à une portion au prorata de l'impayé jusqu'à la date ou à la fin de paiement, ou par la Société sans préavis ni contrepartie supplémentaire dans certaines circonstances prescrites.

Peter Kent Investments Inc. est une société privée contrôlée par Peter Kent, directeur. M. Kent a fourni des services à la Société au nom de Peter Kent Investments Inc., sous réserve des conditions des accords de consultation conclus entre la Société, Peter Kent Investments Inc. et Peter Kent en date du 10 juillet 2026 pour la période se terminant le 28 février 2027. Conformément aux termes de cet accord, M. Kent a indirectement reçu 51 134 UAR plus le remboursement des dépenses préapprouvées engagées au nom de la Société. Les RSU s'acquièrent comme suit : 11 134 le 31 août 2026 et le solde le 28 février 2027. Le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis écrit de trente jours à l'autre partie, auquel cas le consultant a droit à une part proportionnelle du solde restant dû jusqu'à la date de résiliation, ou par la Société sans préavis ni contrepartie supplémentaire dans certaines circonstances prescrites.

Sauf indication ci-dessus, il n'y a aucune disposition dans ces ententes concernant le changement de contrôle, la séparation, la résiliation ou le licenciement constructif ou toute relation entre l'autre partie à l'entente et un administrateur ou un NEO de la Société.

F - Rémunération des administrateurs

Sauf indication contraire dans les tableaux de la section B ci-dessus, la société n'a pas rémunéré les administrateurs au cours de l'exercice financier clos le 28 février 2026. Tout administrateur ayant occupé le poste de dirigeant et reçu une rémunération était rémunéré uniquement en sa qualité de dirigeant, et cette rémunération est indiquée dans le tableau ci-dessus.

G - Titres autorisés à être émis dans le cadre de régimes de rémunération en actions

Le tableau suivant présente les titres de la Société autorisés à l'émission, dans le cadre des régimes de rémunération des actions de la Société, au 28 février 2026, à la fin de l'exercice fiscal le plus récent de la Société :

Catégorie de plan	Nombre de titres à émettre lors de l'exercice des options, bons de souscription et droits en circulation (#)	Prix d'exercice moyen pondéré des options, bons de souscription et droits en circulation ($)[3]	Nombre de titres restant disponibles pour une émission future dans le cadre de plans de rémunération en actions (#)
Régimes de rémunération en actions approuvés par les détenteurs de titres	7 650 000	0,72 $	27 789 802
Régimes de rémunération en actions non approuvés par les détenteurs de titres	Nil	N/A	N/A
Total	7 650 000 [1][2]		

(1) Cela inclut les options et droits en cours dans le cadre du régime omnibus. La Société n'a aucune option, bon de souscription ou droit en cours dans le cadre d'autres régimes de rémunération en actions.

(2) Au 28 février 2026, la fin de l'exercice financier de la société, 7 650 000 options et 0 UAR étaient en cours dans le cadre du régime omnibus de la société.

Inclut la divulgation du prix moyen pondéré d'exercice des options en circulation au 28 février 2025. Il n'y a pas de prix d'exercice pour les UAR en cours.

H - Avantages du régime de retraite

La Société ne dispose d'aucun régime de retraite, régime à prestations déterminées, cotisations déterminées ou rémunération différée.

ANNEXE « B » - DIVULGATION DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

L'Instrument national 58-101 - *Divulgation des pratiques de gouvernance d'entreprise* (« **NI 58-101** ») exige que tous les émetteurs déclarants fournissent certains renseignements annuels sur leurs pratiques en matière de gouvernance d'entreprise conformément aux lignes directrices sur la gouvernance d'entreprise (les « **Lignes directrices** ») adoptées dans la Politique nationale 58-201. Ces lignes directrices ne sont pas prescriptives, mais ont été utilisées par la Société pour adopter ses pratiques de gouvernance d'entreprise. Le conseil d'administration et la direction considèrent que la bonne gouvernance d'entreprise est une partie intégrante du fonctionnement efficace et efficient des sociétés canadiennes. L'approche de la société en matière de gouvernance d'entreprise est présentée ci-dessous.

Conseil d'administration

Il est proposé que Laurence W. Zeifman, John Passalacqua, Bennett Kurtz, Peter Nicholson et Peter Kent soient élus, pour occuper leurs fonctions jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient dûment élus ou nommés conformément aux statuts de la Société, à moins que leurs postes ne soient plus tôt vacants conformément aux dispositions de la *Loi sur les sociétés* commerciales (Colombie-Britannique) ou aux statuts de la Société.

Les Lignes directrices suggèrent que le conseil d'administration de chaque émetteur déclarant devrait être constitué majoritairement d'individus qualifiés d'administrateurs « indépendants » en vertu de la loi NI 52-110 – *Comités d'*audit (« **NI 52-110** »), qui prévoit qu'un administrateur est indépendant s'il n'a pas de « relation matérielle » directe ou indirecte avec la société. La « relation matérielle » est définie comme une relation qui pourrait, selon le Conseil, raisonnablement nuire à l'exercice du jugement indépendant d'un administrateur.

Le conseil est actuellement composé de cinq administrateurs, dont trois ne sont pas considérés comme « indépendants » au sens de la loi NI 52-110. John Passalacqua et Bennett Kurtz, qui sont tous deux des cadres exécutifs de la Société et ne sont pas considérés comme indépendants. M. Kent a occupé le poste de dirigeant exécutif de la Société du 1er septembre 2022 au 31 août 2023 et ne peut être considéré comme indépendant aux fins de la loi NI 52-110 avant le 1er septembre 2026. Laurence W. Zeifman et Peter Nicholson sont tous deux considérés comme indépendants en vertu de la loi NI 52-110.

En évaluant le Règlement 58-101 et le Règlement 52-110, ainsi que dans la prise des décisions qui précèdent, les circonstances de chaque administrateur ont été examinées en fonction d'un certain nombre de facteurs. Le fondement de cette détermination est que ni Laurence W. Zeifman ni Peter Nicholson n'ont de relation matérielle directe ou indirecte avec la Société, n'ont travaillé pour la Société et n'ont reçu aucune rémunération de la part de celle-ci (autrement qu'en leur qualité d'administrateurs), ou avait des contrats importants avec la Société ou des intérêts importants dans celle-ci qui pourraient interférer avec sa capacité à agir au mieux des intérêts de la Société.

Le conseil d'administration a la responsabilité de superviser la gestion et de veiller à la conduite des affaires de la société, de fournir une direction et une orientation à la direction, d'évaluer la direction, d'établir des politiques appropriées pour les affaires de la société et d'approuver les stratégies et objectifs de l'entreprise. La gestion quotidienne des activités et des affaires de la Société est déléguée par le Conseil d'administration au PDG. Le conseil d'administration donne des directives et des orientations à la direction par l'intermédiaire du PDG et tient la direction informée de son évaluation des cadres supérieurs dans la réalisation et le respect des objectifs et politiques établis par le conseil d'administration.

Le Conseil recommande des candidats aux actionnaires pour élection en tant qu'administrateurs et, immédiatement après chaque assemblée générale annuelle, nomme le Comité d'audit. Le Conseil établit, révise et met à jour périodiquement les mandats, devoirs et responsabilités de chaque comité, élit un président du Conseil et de ses comités, établit ses fonctions et responsabilités, nomme le PDG et le chef des finances de la Société et établit les devoirs et responsabilités de ces postes, sur recommandation du PDG, nomme les hauts dirigeants de la Société et approuve la structure de haute direction de la Société.

Le Conseil exerce sa supervision indépendante sur la direction par ses politiques selon lesquelles (a) des réunions périodiques du Conseil soient tenues afin d'obtenir des mises à jour sur les activités et plans corporatifs importants; et (b) toutes les transactions importantes de la Société sont soumises à l'approbation préalable du Conseil. Le Conseil se réunira

au moins quatre fois par année et s'efforcera de tenir au moins une réunion à chaque trimestre fiscal. Le Conseil se réunira également à tout autre moment à la convocation du PDG ou, sous réserve des statuts de la société, de tout administrateur.

Le mandat du Conseil, tel que prescrit par la *Loi sur les sociétés* par actions (Colombie-Britannique), est de gérer ou de superviser la gestion des affaires et des affaires de la Société et d'agir dans le meilleur intérêt de la Société. Ce faisant, le conseil supervise la gestion des affaires de la société directement et par l'intermédiaire de ses comités.

Direction

Les administrateurs suivants de la Société sont également administrateurs d'autres émetteurs déclarants, comme indiqué :

Administrateur	Nom de l'autre émetteur déclarant	Bourse
John Passalacqua	Aroway Energy Inc.	Non répertoriés
Bennett Kurtz	Aroway Energy Inc.	Non répertoriés
	NetNRG	NASDAQ
Laurence W. Zeifman	Aroway Energy Inc.	Non répertoriés
	Zero Stack Corp	NASDAQ

Orientation et formation continue

La pratique du Conseil est de recruter pour le Conseil uniquement des personnes ayant de l'expérience dans les affaires et les affaires de sociétés publiques, ainsi qu'ayant une compréhension du secteur minier et de l'exploration minière. À l'heure actuelle, la Société n'offre pas de programme formel d'orientation et de formation pour les nouveaux administrateurs. Dans la mesure où de nouveaux administrateurs sont nommés au Conseil, ils seront encouragés à rencontrer la direction et à s'informer sur la gestion et les affaires de la société. Les nouveaux membres potentiels du conseil d'administration reçoivent un niveau raisonnable d'informations de contexte, verbales et documentaires, sur les affaires et plans de la Société avant d'obtenir leur consentement pour agir en tant qu'administrateur. La société n'a actuellement pas de politique spécifique concernant la formation continue des administrateurs, cependant les demandes de formation seront encouragées et traitées de manière ponctuelle.

Conduite éthique des affaires

La Société s'attend à ce que tous les membres du conseil d'administration et employés se comportent de manière éthique et respectueuse de la loi, dans tous les domaines, y compris, mais sans s'y limiter, les conflits d'intérêts et la protection et l'utilisation appropriée des actifs, de l'information et des opportunités de la société.

Le Conseil a adopté un code de conduite et d'éthique des affaires (le « **Code** ») qui fournit des lignes directrices concernant, entre autres, la conformité aux lois applicables, les conflits d'intérêts, les opportunités d'entreprise, la confidentialité, les pratiques d'emploi et l'utilisation des biens et ressources de la Société. Tous les membres du conseil d'administration et les employés s'engagent à maintenir les normes les plus élevées d'intégrité et d'éthique en matière de conduite commerciale dans la gestion de la société et dans leur interaction avec tous les principaux détenteurs de titres. Ces normes ne peuvent être atteintes par la Société qu'en respectant les valeurs et principes de conduite établis dans le Code.

Nomination des administrateurs

Le conseil identifie de nouveaux candidats pour la nomination par un processus informel de discussion et de consensus sur la nécessité d'administrateurs supplémentaires, les attributs spécifiques recherchés, les perspectives probables et le calendrier. Les administrateurs potentiels ne sont pas approchés tant qu'un consensus n'est pas atteint. Ce processus se déroule entre la direction et les administrateurs non exécutifs.

Rémunération

Toutes les tâches liées au développement et au suivi de l'approche de la Société concernant la rémunération des NEOs et des administrateurs de la Société sont assurées par les membres du Comité de rémunération. La stratégie d'entreprise à long terme de la Société est centrale dans toutes ses décisions d'affaires, y compris en ce qui concerne la rémunération des cadres. Le Comité de rémunération a été créé par le Conseil pour l'aider à remplir ses responsabilités relatives aux questions de rémunération, y compris l'évaluation et l'approbation des plans, politiques et programmes de rémunération de la Société. Les membres actuels du comité de rémunération sont Peter Nicholson comme président et Laurence W. Zeifman.

Le comité de rémunération veille à ce que la Société dispose d'un plan de rémunération des cadres à la fois motivant et compétitif afin d'attirer, maintenir et inspirer la performance des dirigeants et autres membres de la haute direction de manière à accroître la rentabilité et la croissance durables de la société.

Le programme de rémunération de la Société a été développé pour continuer à attirer, motiver et retenir des cadres de haut niveau, et aligner leurs intérêts sur la rentabilité durable et la croissance de la Société à long terme, de manière juste et raisonnable pour les actionnaires. Le programme de rémunération continuera d'évoluer en même temps que le développement de la société. Les principes de rémunération du conseil d'administration et du comité de rémunération à l'avenir sont les suivants :

- les dirigeants devraient être rémunérés conformément aux pratiques actuelles de l'industrie et en montants similaires à ceux payés pour des postes similaires dans des entreprises comparables;

- les régimes de rémunération individuels doivent aligner les intérêts de la Société et du cadre, en reconnaissant les responsabilités de chaque employé et la complexité de la Société; et

- La rémunération doit démontrer la valeur de chaque employé et être suffisante non seulement pour récompenser, mais aussi pour conserver les services de chaque cadre.

En règle générale, pour établir la rémunération des NEO et des cadres supérieurs, le Comité de rémunération prendra en compte les principes de rémunération mentionnés ci-dessus ainsi que la performance, l'expérience et la position de la direction au sein de la Société et les recommandations du PDG, ou dans le cas du PDG, la recommandation du président du conseil d'administration. Le Comité de rémunération exerce son pouvoir discrétionnaire pour recommander la rémunération des dirigeants à des niveaux justifiés par des circonstances externes, internes et individuelles.

La quantité et la qualité de la rémunération du Conseil sont examinées chaque année. À l'heure actuelle, le conseil d'administration est convaincu que les arrangements de rémunération actuels reflètent adéquatement les responsabilités et les risques liés à un administrateur efficace de la Société. De plus, le nombre d'options et de UAR à accorder est déterminé par le conseil d'administration dans son ensemble, ce qui permet aux administrateurs indépendants d'avoir leur mot à dire dans les décisions de rémunération.

Évaluations

Le conseil d'administration examine chaque année son propre rendement et son efficacité ainsi que l'efficacité et le rendement de ses comités. L'efficacité est mesurée subjectivement en comparant les résultats réels de l'entreprise avec les objectifs fixés. Les contributions des administrateurs individuels sont suivies de manière informelle par d'autres membres du conseil, en tenant compte des points forts de l'individu et de la raison pour laquelle il a été initialement nommé au conseil.

Le conseil d'administration surveille la pertinence des renseignements fournis aux administrateurs, les communications entre le conseil et la direction ainsi que l'orientation stratégique et les processus du conseil et de ses comités. Le conseil d'administration estime que ses pratiques de gouvernance sont appropriées et efficaces pour la société, compte tenu de sa taille et de ses activités. Les pratiques de gouvernance d'entreprise permettent à la Société de fonctionner efficacement, avec des freins et contrepoids qui contrôlent et surveillent la gestion et les fonctions de l'entreprise sans fardeau administratif excessif..

ANNEXE « C » - CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT

FIRST PHOSPHATE CORP.
CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT

Objectif du Comité

Le Comité d'audit (le « **Comité** ») est un comité du conseil d'administration (le « **Conseil** ») de First Phosphate Corp. (la « **Société** ») auquel le Conseil a délégué sa responsabilité pour la supervision des éléments suivants :

- la nature et la portée de l'audit annuel;
- les rapports de la direction sur les normes et pratiques comptables internes;
- l'examen de l'information financière, des systèmes et procédures comptables;
- rapports financiers et états financiers,

et a chargé le Comité de recommander, pour approbation du Conseil, les états financiers audités, les états financiers provisoires et autres communiqués obligatoires contenant des informations financières.

Les objectifs principaux du Comité, en ce qui concerne la Société et ses filiales, sont les suivants :

- superviser les processus comptables et de rapports financiers ainsi que les audits des états financiers de la Société et aider les administrateurs de la Société (les « **administrateurs** ») à remplir leurs responsabilités en matière de préparation et de divulgation des états financiers de la Société et des questions connexes;
- offrir une voie de communication ouverte entre les vérificateurs de la société, la gestion financière et la haute direction ainsi que le conseil d'administration;
- assurer l'indépendance des auditeurs externes et évaluer leur performance;
- accroître la crédibilité et l'objectivité des rapports financiers; et
- faciliter des discussions approfondies entre les administrateurs du Comité, la direction et les auditeurs externes.

Composition

Le Comité sera composé d'au moins trois administrateurs ou d'un nombre plus élevé que le Conseil déterminera de temps à autre, et ce nombre de membres du Comité sera « indépendant » (tel que ce terme est utilisé dans l'Instrument national 52-110 – *Comités d'audit* (« **NI 52-110** ») tel qu'il est requis pour respecter les obligations de la société en vertu de la NI 52-110, les politiques de toute bourse sur laquelle des titres de la Société sont cotés, ainsi que toutes les autres lois applicables.

Tous les membres du Comité doivent être capables de lire et de comprendre les états financiers fondamentaux, y compris le bilan, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie d'une société, comme l'exige la Nasdaq Listing Rule 5605(c)(2)(A), et être « financièrement instruits » (tel que défini dans NI 52-110), sauf si le Conseil détermine qu'une exemption en vertu de NI 52-110 de cette exigence est disponible pour un membre particulier et décide de s'y appuyer dans conformément aux dispositions de la NI 52-110. Au moins un membre du Comité doit avoir une expérience professionnelle antérieure en finance ou en comptabilité, une certification professionnelle requise en comptabilité, ou toute autre expérience ou expérience comparable qui permet à la sophistication financière de la personne, y compris être ou avoir été chef de la direction, chef des finances ou tout autre cadre supérieur exerçant des responsabilités de supervision financière. Le Conseil désigne de temps à autre un des membres du Comité comme président du Comité (le « **Président** »).

Assemblées et questions administratives

(a) Le Comité doit se réunir au moins quatre fois par année et/ou selon ce que juge approprié par le président du comité. Dans le cadre de son travail de favoriser une communication ouverte, le Comité se réunira au moins une fois par an avec la direction et les vérificateurs externes lors de séances séparées, et à d'autres moments que l'auditeur externe et/ou le Comité jugeront approprié. Le directeur financier de la Société assiste aux réunions du Comité, sauf exemption contraire de tout ou partie de cette réunion par le président.
(b) Les documents de la rencontre doivent être diffusés aux membres du Comité et au personnel de gestion concerné, accompagnés des informations de contexte, en temps opportun avant les réunions du Comité.

(c) Le quorum pour les réunions du Comité sera majoritaire de ses membres, et les règles pour convoquer, tenir, tenir et ajourner les réunions du Comité seront les mêmes que celles régissant le Conseil, sauf indication contraire du Conseil.
(d) Le président présidera toutes les réunions du Comité, sauf s'il n'est pas présent, auquel cas les membres présents du Comité désigneront parmi ces membres le Président aux fins de l'assemblée.
(e) Lors de toutes les réunions du Comité, chaque résolution est décidée à la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée a droit à un second vote ou vote prépondérant.
(f) Le procès-verbal des réunions du Comité doit consigner avec précision les décisions prises et le procès-verbal (qui peut être sous forme de brouillon) doit être distribué aux membres du Comité avec des copies au Conseil, au directeur financier ou à tout autre fonctionnaire agissant à ce titre, ainsi qu'au vérificateur externe.
(g) Le Comité peut inviter les dirigeants, administrateurs et employés de la Société et de ses filiales, s'il y en a, ainsi que toute autre personne qu'il juge appropriée de temps à autre, à assister à tout ou partie des réunions du Comité et à aider à la discussion et à l'examen des questions examinées par le Comité.
(h) Tout membre du Comité peut être révoqué ou remplacé à tout moment par le Conseil et cessera d'être membre du Comité dès que ce membre cessera d'être administrateur. Le Conseil peut pourvoir les postes vacants au sein du Comité sur nomination parmi ses membres. Si et chaque fois qu'un siège se laisse vacant au sein du Comité, les membres restants peuvent exercer tous ses pouvoirs tant qu'un quorum subsiste. Sous réserve de ce qui précède, après sa nomination comme membre du Comité, chaque membre occupera ce poste jusqu'à la reconstitution du Comité.
(i) Toute question découlant de ces réunions concernant la relation entre le conseil d'administration et la direction doit être communiquée au président du conseil par le président du comité.

Mandat et responsabilités

Pour remplir ses responsabilités et devoirs, le Comité doit :
(a) procèder chaque année à un examen de ce mandat et formuler des recommandations au Conseil concernant les changements proposés;
(b) recommander au Conseil (i) que l'auditeur externe soit nommé pour préparer ou publier un rapport de vérificateur ou effectuer d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation pour l'émetteur; et (ii) la rémunération de l'auditeur externe.
(c) proposer un financement approprié pour rémunérer le cabinet comptable public enregistré de la société et ses conseillers employés par le comité d'audit, pour payer les frais administratifs ordinaires du comité d'audit et pour financer ou payer tout autre élément applicable afin de satisfaire à la Nasdaq Listing Rule 5605;
(d) s'assurer au nom du Conseil des systèmes de contrôle interne de la société, y compris, le cas échéant, concernant les instruments dérivés d':
    (i) identifier, surveiller et atténuer les risques d'affaires; et
    (ii) assurer la conformité aux exigences légales, éthiques et réglementaires;
(e) examiner les états financiers et rapports de la Société ainsi que toute discussion et analyse de la direction (« **MD&A** »), tout communiqué de presse annuel et intermédiaire sur les profits ou pertes avant que la Société ne divulgue publiquement ces informations ainsi que tout rapport ou autre information financière (y compris les rapports financiers trimestriels), qui sont soumis à tout organisme gouvernemental ou au public, y compris toute certification, rapport, avis ou examen rendu par les auditeurs externes; Le processus devrait inclure, sans s'y limiter, :
    (i) la révision des changements dans les principes et politiques comptables, ou dans leur application, qui peuvent avoir un impact important sur les états financiers des années en cours ou à venir;
    (ii) la révision des accumulations importantes, des réserves ou d'autres estimations telles que le calcul du test de plafond;
    (iii) la révision du traitement comptable des transactions inhabituelles ou non récurrentes;
    (iv) la vérification du respect des engagements prévus par les contrats de prêt;
    (v) la révision des rapports financiers relatifs aux obligations de retraite des actifs;
    (vi) la révision des exigences de divulgation concernant les engagements et les contingences;
    (vii) la révision des ajustements apportés par les vérificateurs externes, qu'ils soient inclus ou non dans les états financiers;
    (viii) l'examen des divergences non résolues entre la direction et les auditeurs externes;
    (ix) obtenir des explications des différences significatives avec les périodes de rapport comparatif; et
    (x) déterminer par enquêtes s'il y a des transactions liées à des parties, approuver les transactions si nécessaire et s'assurer que la nature et l'étendue de ces transactions sont correctement divulguées;
(f) revoir les rapports financiers et les informations connexes incluses dans les prospectus, le MD&A, les circulaires d'information et les formulaires annuels d'information ainsi que toute divulgation publique contenant des informations financières auditées ou non auditées (y compris, sans s'y limiter, les communiqués de presse annuels et intérimaires ainsi que tout autre communiqué de presse divulguant les résultats financiers ou les résultats

financiers) avant la publication et avant l'approbation du conseil. Le Comité doit être convaincu que des procédures adéquates sont en place pour l'examen de la divulgation publique par la Société des informations financières extraites ou dérivées des états financiers de la Société, ainsi que de toute autre information financière (autre que celles devant être examinées par le Comité en vertu du point (e) ci-dessus), et évaluera périodiquement l'adéquation de ces procédures;

(g) en ce qui concerne la responsabilité du Conseil, partagée avec le Comité, de nommer des vérificateurs externes :
  (i) exigent que les vérificateurs externes rendent compte directement au Comité;
  (ii) examiner annuellement la performance des vérificateurs externes, qui seront ultimement responsables devant le Conseil et le Comité en tant que représentants des actionnaires de la Société;
  (iii) obtenir annuellement une déclaration écrite formelle des auditeurs externes exposant toutes les relations entre les auditeurs externes et la Société et confirmant leur indépendance vis-à-vis de la Société;
  (iv) examiner et discuter avec les vérificateurs externes de toute relation ou service divulgué pouvant affecter l'objectivité et l'indépendance des auditeurs externes;
  (v) être directement responsable de superviser le travail des vérificateurs externes engagés dans le but de publier un rapport des vérificateurs ou d'effectuer d'autres services d'audit, de revue ou d'attestation pour la société, y compris la résolution des désaccords entre la direction et l'auditeur externe concernant les rapports financiers;
  (vi) examiner la recommandation de la direction pour la nomination de vérificateurs externes et recommander au Conseil la nomination de vérificateurs externes ainsi que la rémunération de ces derniers;
  (vii) examiner les modalités d'engagement des vérificateurs externes, y compris la pertinence et la raisonnabilité des honoraires des vérificateurs;
  (viii) Lorsqu'il y a un changement d'auditeurs, il faut examiner les questions liées à ce changement et les informations à inclure dans l'avis requis aux régulateurs des valeurs mobilières à ce sujet;
  (ix) prendre, ou recommander que l'ensemble du Conseil prenne, des mesures appropriées pour superviser l'indépendance des vérificateurs externes;
  (x) à chaque réunion, consulter les auditeurs externes, sans la présence de la direction, sur la qualité des principes comptables de la société, des contrôles internes ainsi que sur l'exhaustivité et l'exactitude des rapports financiers de la société;

(h) examiner et approuver les politiques d'embauche de la Société concernant les associés, les employés et les anciens associés et employés des vérificateurs externes actuels et anciens de la Société;

(i) examiner chaque année avec les vérificateurs externes leur plan d'audit et, à l'issue de l'audit, leurs rapports sur les rapports financiers de la société et de ses filiales;

(j) examiner et préapprouver tous les services d'audit et connexes ainsi que les honoraires et autres rémunérations qui y sont liés, ainsi que tout service non lié à l'audit, fournis par les auditeurs externes de la Société à la Société ou à ses filiales, et considérer l'impact sur l'indépendance des vérificateurs; L'exigence de préapprobation est levée en ce qui concerne la prestation de services non liés à l'audit si :
  (i) le montant total de tous ces services non liés à l'audit fournis à la Société constitue ou est raisonnablement attendu à ne pas dépasser cinq pour cent (5%) du montant total des honoraires versés par la Société et ses filiales, le cas échéant, à ses auditeurs externes durant l'exercice financier au cours de laquelle les services non liés à l'audit sont fournis;
  (ii) la société ou l'entité filiale de la société, selon le cas, n'a pas reconnu les services comme des services non liés à l'audit au moment de l'engagement; et
  (iii) ces services sont rapidement portés à l'attention du Comité et approuvés, avant la fin de l'audit, par le Comité ou par un ou plusieurs membres indépendants du Comité à qui l'autorisation d'accorder ces approbations a été déléguée par le Comité;

  à condition que l'approbation préalable des services non liés à l'audit soit présentée à la première réunion prévue du Comité après cette approbation, cette autorité peut être déléguée par le Comité à un ou plusieurs membres indépendants du Comité;

(k) examiner toute autre question que le Comité de vérification juge importante pour son mandat ou que le Conseil choisit de lui déléguer;

(l) En ce qui concerne le processus de déclaration financière :
  (i) en consultation avec les vérificateurs externes, examiner avec la direction l'intégrité du processus de déclaration financière de la société, tant interne qu'externe;
  (ii) examiner les jugements des vérificateurs externes sur la qualité et l'adéquation des principes comptables de la Société tels qu'appliqués dans ses rapports financiers;
  (iii) examiner et approuver, le cas échéant, des modifications aux principes et pratiques d'audit et de comptabilité de la Société, telles que suggérées par les vérificateurs externes et la direction;
  (iv) examiner les jugements importants rendus par la direction lors de la préparation des rapports financiers et l'avis des vérificateurs externes quant à la pertinence de ces jugements;

(v) après la fin de l'audit annuel, examiner séparément avec la direction et les vérificateurs externes toute difficulté significative rencontrée au cours de l'audit, y compris toute restriction sur la portée des travaux ou l'accès à l'information requise;

(vi) examiner tout désaccord important entre la direction et les vérificateurs externes concernant les rapports financiers;

(vii) examiner avec les vérificateurs externes et la direction dans quelle mesure les changements et améliorations dans les pratiques financières ou comptables ont été mis en œuvre; et

(viii) examiner le processus de certification,

(m) examiner les rapports financiers relatifs à l'exposition aux risques et les politiques et procédures de gestion des risques de la société (c'est-à-dire la couverture, le contentieux et l'assurance),

(n) établir une procédure pour :

(i) la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Société concernant des questions de comptabilité, de contrôles comptables internes ou d'audit; et

(ii) la soumission confidentielle et anonyme de tout employé, administrateur, associé général, dirigeant, consultant ou conseiller de la Société concernant des préoccupations concernant des questions comptables ou d'audit douteuses.

Autorité du Comité

Le Comité a le pouvoir d'engager des conseillers indépendants et d'autres conseillers aux frais de la Société sans l'approbation du Conseil, à tout moment, et il a le pouvoir de déterminer les honoraires de ces avocats ou conseillers ainsi que d'autres conditions de conservation. La Société prévoit un financement approprié, tel que déterminé par le Comité, pour le paiement de : (i) rémunération à l'auditeur indépendant engagé dans le but de préparer ou d'émettre un rapport d'audit ou d'effectuer d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation ou d'autres services autorisés pour la Société; (ii) les dépenses administratives ordinaires du Comité qui sont nécessaires ou appropriées à l'exercice de ses fonctions et responsabilités; et (iii) une rémunération aux conseillers juridiques, comptables ou autres mandatés par le Comité.

Révision par comité et charte

Le Comité effectuera un examen annuel et une évaluation de sa performance, de son efficacité et de sa contribution. Le Comité effectuera cet examen et cette évaluation de la manière qu'il juge appropriée et en fera rapport au Conseil.

Le Comité examinera et évaluera également l'adéquation de cette Charte chaque année, en tenant compte de toutes les exigences législatives et réglementaires applicables au Comité, ainsi que de toute ligne directrice de meilleures pratiques recommandée par les organismes de réglementation, et recommandera tout changement requis ou souhaitable au Conseil.

Rapport au Conseil

Le Comité rendra régulièrement compte au Conseil de toutes les questions importantes qu'il a examinées et traitées, ainsi que concernant d'autres questions relevant de ses responsabilités, y compris celles approuvées par le Comité ou recommandées par ce dernier pour approbation par le Conseil.

Approuvé par le conseil d'administration le 5 juillet 2024

ANNEXE « D » – POLITIQUE D'AVIS PRÉALABLE

FIRST PHOSPHATE CORP.
(la « Société »)

POLITIQUE D'AVIS PRÉALABLE
Une politique relative aux nominations pour l'élection au conseil d'administration de

NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

INTRODUCTION
La Société s'engage à : (i) faciliter un processus général annuel ordonné et efficace ou, si nécessaire, une assemblée extraordinaire; (ii) s'assurer que tous les actionnaires reçoivent un avis adéquat des nominations des administrateurs et suffisamment d'informations concernant tous les candidats; et (iii) permettre aux actionnaires d'enregistrer un vote éclairé.

L'objectif de cette politique d'avis préalable est de fournir aux actionnaires, administrateurs et direction de la société des directives concernant la nomination des administrateurs. Cette politique d'avis anticipé fixe une date limite à laquelle les détenteurs d'actions ordinaires de la société doivent soumettre des nominations d'administrateur à la société avant toute assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires et énonce les informations qu'un actionnaire doit inclure dans l'avis à la société pour que l'avis soit rédigé par écrit approprié.

IL EST PAR LA PRÉSENTE ÉTABLI COMME POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ :

1. Sous réserve seulement de la *Loi sur les sociétés par actions* (Colombie-Britannique) (la « Loi ») et de l'avis des statuts de la Société, seules les personnes nommées conformément aux procédures suivantes sont admissibles à l'élection comme administrateurs de la Société. Les nominations de personnes pour l'élection au conseil d'administration peuvent être faites lors de toute assemblée annuelle des actionnaires, ou à toute assemblée extraordinaire si l'un des objectifs pour lesquels l'assemblée extraordinaire a été convoquée était l'élection des administrateurs, (a) par ou sur la direction du conseil d'administration ou d'un dirigeant autorisé de la société, y compris en vertu d'un avis d'assemblée, (b) par ou à la demande ou à la demande d'un ou plusieurs actionnaires, conformément à une proposition faite conformément aux dispositions de la Loi ou à une demande des actionnaires faite conformément aux dispositions de la Loi ou (c) par toute personne (un « actionnaire désigné ») (i) qui, à la clôture des journées à la date de l'avis prévu ci-dessous à la présente section 1 et à la date d'enregistrement pour l'avis de cette assemblée, il est inscrit au registre des valeurs mobilières comme détenteur d'une ou plusieurs actions ayant le droit de vote lors de cette assemblée ou détenant bénéficiairement des actions ayant droit à un vote lors de cette assemblée et (ii) qui respecte les procédures d'avis présenté ci-dessous dans cette section 1 :

   (a) En plus de toute autre exigence applicable, pour qu'une nomination soit faite par un actionnaire nominateur, l'actionnaire désigné doit en avoir donné un avis en temps opportun et écrit approprié au secrétaire de la Société aux principaux bureaux exécutifs de la Société, conformément à la présente section 1.

   (b) Pour être ponctuelle, un avis de nomination de l'actionnaire au secrétaire de la société doit être fait : (i) dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, au moins trente (30) ni plus de soixante-cinq (65) jours avant la date de l'assemblée annuelle des actionnaires; à condition toutefois que, dans le cas où l'assemblée annuelle des actionnaires est convoquée à une date inférieure à cinquante (50) jours après la date (la « date d'avis ») à laquelle la première annonce publique de la date de l'assemblée annuelle a été faite, un avis par l'actionnaire nominant puisse être donné au plus tard à la clôture des travaux du dixième (10e) jour suivant la date d'avis; et (ii) dans le cas d'une assemblée extraordinaire (qui n'est pas aussi une assemblée annuelle) d'actionnaires convoquée pour élire des administrateurs (qu'ils soient convoqués ou non pour d'autres fins), au plus tard à la clôture des travaux du quinzième (15e) jour suivant le jour où la première annonce publique de la date de l'assemblée extraordinaire des actionnaires a été faite.

   (c) En aucun cas, aucun ajournement ou report d'une assemblée des actionnaires ou son annonce ne déclenche un nouveau délai pour la notification d'un actionnaire nominant tel que décrit ci-dessus.

   (d) Pour être sous forme écrite appropriée, un avis de l'actionnaire de nomination au secrétaire de la société doit indiquer : (i) pour chaque personne que l'actionnaire de nomination propose de nommer pour l'élection comme administrateur (A) le nom, l'âge, l'adresse de la Société et l'adresse de résidence de la personne, (B) la profession principale ou l'emploi de la personne, (C) la classe ou la série et le nombre d'actions dans le capital de la société qui sont contrôlées ou qui sont détenues à titre bénéficiaire ou enregistrées par la personne à la date d'enregistrement de l'assemblée des actionnaires (si cette date a alors été rendue publique et a eu lieu) et à la date de cet avis, et (D) toute autre information

relative à la personne qui devrait être divulguée dans la circulaire de procuration d'un dissident en lien avec des sollicitations de procurations pour l'élection des administrateurs conformément à la Loi et aux lois applicables sur les valeurs mobilières (telles que définies ci-dessous); et (ii) quant à l'actionnaire nominant qui donne l'avis, tout mandat, contrat, arrangement, entente ou relation selon lequel ce actionnaire désigné a le droit de voter pour toute action de la société et toute autre information relative à cet actionnaire désigné qui devrait être formulée dans une circulaire de procuration dissidente en lien avec des sollicitations de procurations pour l'élection des administrateurs conformément à la Loi et aux lois applicables sur les valeurs mobilières (telles que définies ci-dessous). La Société peut exiger que tout candidat proposé fournisse d'autres informations, y compris un consentement écrit à agir, que la Société pourrait raisonnablement exiger pour déterminer l'admissibilité de ce candidat proposé à agir comme administrateur indépendant de la Société ou qui pourrait être importante pour la compréhension raisonnable de l'indépendance par un actionnaire, ou l'absence de celle-ci, de ce candidat proposé.

(e) Aucune personne ne sera éligible à l'élection au poste d'administrateur de la Société, sauf si elle est désignée conformément aux dispositions du présent article 1 ; étant entendu, cependant, que rien dans le présent article 1 ne saurait être considéré comme empêchant une discussion par un actionnaire (distincte de celle des administrateurs désignés) lors d'une assemblée des actionnaires, de toute question à l'égard de laquelle il aurait été en droit de soumettre une proposition conformément aux dispositions de la Loi. Le président de la réunion aura le pouvoir et le devoir de déterminer si une nomination a été faite conformément aux procédures énoncées dans les dispositions précédentes et, si une nomination proposée n'est pas conforme à ces dispositions, de déclarer qu'une telle nomination défectueuse ne sera pas prise en compte.

(f) Aux fins de la présente section 1, (i) « annonce publique » désigne la divulgation dans un communiqué de presse rapporté par un service national de presse au Canada, ou dans un document déposé publiquement par la Société sous son profil sur le Système d'analyse et de récupération électronique de documents Plus à www.sedarplus.ca; et (ii) « Lois applicables sur les valeurs mobilières » désigne la Loi sur les valeurs mobilières applicable de chaque province et territoire pertinents du Canada, telle que modifiée de temps à autre, les règles, règlements et formulaires établis ou promulgués en vertu de toute telle loi ainsi que les instruments nationaux publiés, instruments multilatéraux, politiques, bulletins et avis de la commission des valeurs mobilières et des autorités réglementaires similaires de chaque province et territoire du Canada.

(g) Néanmoins toute autre disposition de l'avis des statuts de la Société, l'avis donné au secrétaire de la Société en vertu de la présente politique d'avis préalable ne peut être donné que par livraison personnelle, transmission par fax ou par courriel (à l'adresse courriel stipulée de temps à autre par le secrétaire de la Société aux fins de cet avis), et seront considérés comme ayant été remis et faits seulement au moment où ils sont signifiés en personne, par courriel (à l'adresse indiquée) ou par transmission par fax (à condition que la confirmation de cette transmission ait été reçue) au secrétaire à l'adresse des principaux bureaux exécutifs de la Société; à condition que si cette livraison ou communication électronique est effectuée un jour qui n'est pas un jour ouvrable ou plus tard que 17 h (heure de Toronto) un jour qui est un jour ouvrable, alors cette livraison ou communication électronique sera considérée comme ayant été effectuée le jour suivant, c'est-à-dire un jour ouvrable.

DIVERS

2. L'invalidité ou le caractère inapplicable de toute disposition de la présente politique relative aux préavis n'affectera pas la validité ou le caractère exécutoire des autres dispositions de la présente politique relative aux préavis.

3. Nonobstant toute disposition contraire aux présentes, le conseil d'administration peut, à sa seule discrétion, renoncer à toute exigence de la présente politique de préavis.

ANNEXE « E »

FIRST PHOSPHATE CORP.
PLAN D'INTÉRESSEMENT À BASE D'ACTIONS (OMNIBUS)

ARTICLE UN

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Section 1.01 Définitions.

Aux fins du présent Plan global d'intéressement à base d'actions, à moins qu'un mot ou un terme en majuscules ne soit autrement défini dans les présentes ou que le contexte dans lequel il est utilisé n'exige une interprétation différente, les mots et termes suivants, dont la ou les premières lettres sont en majuscules, ont la signification indiquée ci-après.

(a) « **Événement d'accélération** » a le sens qui lui est donné à la Section 3.09 des présentes ;

(b) « **Compte** » désigne un compte notionnel maintenu pour chaque participant dans les livres de la société, qui sera crédité de UAR conformément aux modalités de ce plan;

(c) « **Attribution** » désigne toute option ou UAR octroyée en vertu du Plan ou régie de toute autre manière par celui-ci;

(d) « **Entente d'attribution** » désigne l'entente écrite entre la Société et un participant, ou l'avis adressé au participant par la Société, attestant l'octroi des attributions ainsi que leurs modalités et conditions;

(e) « **Période de** blackout (interdiction) » désigne une période durant laquelle :

i. les lignes directrices de négociation de la Société, telles qu'amendées ou remplacées de temps à autre, restreignent un ou plusieurs participants dans la négociation de titres de la Société;

ii. la Société a déterminé qu'un ou plusieurs participants ne peuvent pas négocier de titres de la Société;

(f) « **Date d'expiration de la période de blackout** » désigne la date à laquelle une période d'interdiction prend fin;

(g) « **Jour ouvrable** » ou « **jour de négociation** » désigne un jour où la Bourse est ouverte à la négociation;

(h) "**Comité** » désigne les administrateurs ou, si les administrateurs en décident ainsi conformément à l'article 2.04 des présentes, le comité des administrateurs autorisé à administrer le présent régime;

(i) « **Actions ordinaires** » désigne les actions ordinaires de la Société, telles qu'ajustées de temps à autre conformément aux dispositions de l'article six;

(j) « **Société** » désigne First Phosphate Corp., une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Colombie-Britannique), ainsi que toute société qui lui succéderait. Aux fins du présent Plan, les références à la Société incluent les affiliés désignés sauf indication contraire;

(k) « **Consultant** » désigne une personne (autre qu'un employé, un dirigeant ou un administrateur de la Société) ou une société qui : (a) est engagée à fournir, sur une base continue et de bonne foi, des services de consultation, techniques, de gestion ou autres services à la Société, autres que les services fournis dans le cadre d'une distribution; (b) fournit les services en vertu d'un contrat écrit entre la Société ou la Filiale et l'individu ou la société, selon le cas; (c) selon l'opinion raisonnable de la Société, consacre ou va consacrer une quantité significative de temps et d'attention aux affaires et aux activités de la Société; et (d) entretient une relation avec la Société qui lui permet d'être informée des affaires et des activités de la Société;

(l) « **Affiliés** désignés » désigne les affiliés de la Société désignés de temps à autre par le Comité aux fins du présent plan ;

(m) « **Administrateurs** » désigne les administrateurs de la Société de temps à autre;

(n) « **Administrateurs admissibles** » désigne les administrateurs de la Société ou les administrateurs de toute filiale ou de tout affilié désigné de temps à autre

(o) « **Employés admissibles** » désigne tout employé et tout dirigeant, qu'il soit administrateur ou non, de la Société ou de toute société affiliée désignée, à condition que ces employés et dirigeants soient des personnes physiques considérées comme des employés au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (LIR);

(p) « **Participant admissible** » désigne tout administrateur admissible, employé admissible, consultant ou

fournisseur de services de relations avec les investisseurs de la Société;

(q) « **Prix d'exercice** » a le sens donné à ce terme dans la Section 3.04 de la présente;

(r) « **Initié** » a le sens qui lui est donné dans la Loi sur les valeurs mobilières;

(s) « **Activités de relations avec les investisseur**s » a le sens donné à ce terme dans les politiques de la Bourse;

(t) « **Fournisseur de services de relations avec les** investisseurs », désigne une personne engagée pour exercer des activités de relations avec les investisseurs pour le compte de la Société;

(u) « **LIR** » désigne la *Loi sur l'impôt sur* le revenu (Canada), ainsi que ses règlements d'application, dans leur version modifiée de temps à autre;

(v) « **Valeur marchande d'une action ordinaire** » désigne, à l'égard de toute date donnée à laquelle la valeur marchande d'une action ordinaire doit être déterminée, (a) si les actions ordinaires sont alors inscrites à la Bourse, le cours de clôture des actions à la Bourse le dernier jour de bourse précédant cette date donnée; ou (b) si les actions ordinaires ne sont pas alors inscrites à une bourse, la valeur telle que déterminée uniquement par le comité, agissant de manière raisonnable et de bonne foi, et cette détermination est définitive et lie toutes les personnes;

(w) « **Option** » désigne une option d'achat d'actions ordinaires accordées en vertu du présent Plan ou régies par lui;

(x) « **Participant** » désigne un participant admissible à qui est octroyé une ou plusieurs Attributions en vertu du présent plan;

(y) « **Période d'option** » désigne la période durant laquelle l'Option particulière peut être exercée, y compris prolongée conformément à Section 3.05 de la présente;

(z) « **Entente d'option** » désigne une entente d'attribution attestant de l'octroi d'Options;

(aa) « **Participant** » désigne chaque participant admissible qui reçoit une ou plusieurs Attributions dans le cadre de ce plan;

(bb) « **Personne** » désigne une personne physique, une société, une société, une coopérative, une société de personnes, une fiducie, une association non incorporée, une entité ayant une personnalité juridique ou une autorité ou un organisme gouvernemental, et les pronoms qui désignent une Personne auront une signification étendue similaire;

(cc) « **Plan** » désigne ce plan global d'intéressement à base d'actions, qui a été modifié et mis à jour, et tel qu'il peut être modifié de temps à autre;

(dd) « **Personne liée** » a le sens donné à ce terme dans les politiques de la Bourse;

(ee) « **Période de restriction** » désigne, à l'égard d'une attribution spécifique d'UAR, la période comprise entre la date d'attribution de ces UAR et la dernière date d'acquisition des droits relative à toute partie de ces UAR;

(ff) « **UAR** » désigne une unité d'action restreinte, qui est un droit accordé à un participant admissible de recevoir de l'argent comptant, des actions ordinaires ou toute combinaison d'argent comptant et d'actions ordinaires, tel que déterminé par la Société à sa seule discrétion, conformément au présent Plan et régi par celui-ci;

(gg) « **Entente UAR** » désigne une entente d'attribution attestant l'octroi d'UAR;

(hh) « **Date d'expiration externe de l'UAR** » a le sens qui lui est attribué dans Section 4.05 (b) de la présente;

(ii) « **Loi sur les valeurs** mobilières » désigne la Loi sur les valeurs mobilières, R.S.O. 1990, c. S.5, ou toute législation lui succédant;

(jj) « **Contrat de service** » désigne tout contrat conclu entre la Société et tout participant concernant, ou conclu en lien avec : (a) l'embauche ou le départ d'un employé admissible; (b) la nomination, l'élection ou le départ d'un administrateur admissible; (c) l'entente contractuelle ou la cessation de celle-ci d'un consultant admissible ou d'un fournisseur de services en relations avec les investisseurs; ou (e) toute autre entente à laquelle la Société est partie et qui concerne les droits dudit participant relativement à un changement de contrôle de la Société ou à la cessation d'emploi, à la nomination, à l'élection ou à l'engagement dudit participant; ;

(kk) « **Bourse** » désigne la Bourse canadienne des valeurs mobilières ou, si les actions ordinaires ne sont pas alors cotées à la Bourse canadienne des valeurs mobilières, tout autre marché principal sur lequel les actions ordinaires sont ensuite négociées selon la désignation du Comité de temps à autre;

(ll) « **Résiliation** » a le sens donné à ce terme dans la Section 3.11 de la présente;

(mm) « **Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis** » a le sens donné à ce terme dans la Section 5.02 de la présente; et

(nn) « **Date d'acquisition** » a le sens qui lui est attribué dans la Section 4.04 à partir d'ici.

Section 1.02 Titres.

Les titres de tous les articles, sections, paragraphes et alinéas du présent Plan sont insérés uniquement à des fins de référence et n'ont aucune incidence sur l'interprétation du présent Plan.

Section 1.03 Contexte, interprétation.

Lorsque le singulier ou le masculin est utilisé dans le présent Plan, il doit être interprété comme désignant le pluriel, le féminin ou le neutre, et vice versa, lorsque le contexte l'exige.

Section 1.04 Références à ce plan.

Les termes « aux présentes », « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes », « ici » et les expressions similaires désignent ou renvoient au présent Plan dans son ensemble et non à un article, une section, un paragraphe, un sous-paragraphe ou toute autre partie particulière de celui-ci.

Section 1.05 Fonds canadiens.

Sauf indication contraire, toutes les références aux montants en dollars dans ce Plan font référence à la monnaie légale du Canada.

ARTICLE DEUX

OBJECTIF ET ADMINISTRATION DE CE PLAN

Section 2.01 Objectif de ce Plan.

Le présent plan prévoit l'acquisition potentielle d'actions ordinaires par les participants dans le but de servir les intérêts de la Société en motivant, en attirant et en fidélisant les employés clés, les administrateurs et les consultants de la Société, ainsi que de garantir à la Société et à ses actionnaires les avantages inhérents à la détention d'actions ordinaires par les employés clés, les administrateurs et les consultants de la Société, étant généralement reconnu que les régimes d'intéressement à base d'actions peuvent contribuer à attirer, de retenir et d'encourager les employés, les administrateurs et les consultants grâce à la possibilité qui leur est offerte d'acquérir une participation dans la Société.

Section 2.02 Participants.

Ce Plan est par la présente établi pour les participants admissibles.

Section 2.03 Administration de ce Plan.

Le présent Plan sera administré par le comité, lequel disposera de tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, y compris le pouvoir d'interpréter et d'appliquer toute disposition du présent régime, ainsi que d'adopter, de modifier et d'abroger les règles et règlements relatifs à l'administration du présent Plan qu'il jugera nécessaires ou souhaitables afin de se conformer aux exigences de celui-ci, sous réserve, dans tous les cas, du respect des exigences réglementaires. Toutes les mesures prises et toutes les interprétations et décisions rendues de bonne foi par le comité sont définitives et sans appel, et lient les participants et la société. Aucun membre du comité ne peut être tenu personnellement responsable d'une mesure prise, d'une décision rendue ou d'une interprétation donnée de bonne foi dans le cadre du présent régime, et tous les membres du comité, en plus de leurs droits à titre d'administrateurs, sont pleinement protégés, indemnisés et dégagés de toute responsabilité par la société à l'égard de toute mesure prise, décision rendue ou interprétation donnée de ce type. Les dirigeants compétents de la Société sont par les présentes autorisés et habilités à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer et remettre tous les actes, engagements, demandes et documents qu'ils jugent, à leur entière discrétion, nécessaires ou souhaitables pour la mise en œuvre du présent Plan et des règles et règlements établis pour son administration. Tous les coûts engagés dans le cadre du présent Plan seront à la charge de la Société. Ce Plan sera administré conformément aux règles et politiques de la Bourse par le Comité tant que les actions ordinaires sont cotées à la Bourse.

Section 2.04 Délégation au comité.

Tous les pouvoirs exerçables en vertu des présentes par les administrateurs peuvent, dans la mesure permise par la loi applicable et selon la résolution des administrateurs, être exercés par un comité des administrateurs composé d'au moins trois administrateurs.

Section 2.05 Tenue de registres.

La Société doit tenir un registre dans lequel il sera inscrit :

(a) le nom et l'adresse de chaque participant;

(b) le nombre d'actions ordinaires soumises aux attributions accordées à chaque participant; et

(c) le nombre total d'actions ordinaires assujetties aux attributions.

Section 2.06 Détermination des participants.

Le Comité déterminera de temps à autre les Participants qui pourront participer à ce Plan. Le Comité déterminera de temps à autre les Participants à qui les Attributions seront accordées, le nombre d'actions ordinaires à attribuer et la date d'expiration de chaque Attribution accordée à chaque Participant ainsi que les autres termes, y compris les dispositions d'acquis, de chaque Attribution accordée à chaque Participant, toutes ces décisions à prendre conformément aux termes et conditions du présent Plan, et le Comité pourra prendre en compte les contributions présentes et potentielles du Participant particulier ainsi que les services rendus par le Participant particulier au succès de la Société ainsi que tout autre facteur jugé approprié et pertinent. Tous les employés, consultants et fournisseurs de services en relations avec les investisseurs admissibles doivent être de bonne foi des employés admissibles, consultants ou fournisseurs de services en relations avec les investisseurs, selon le cas.

Section 2.07 Nombre maximal d'actions.

(a) Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission et qui peuvent être délivrées en vertu des nouvelles concessions d'attributions sera déterminé de temps à autre par le Comité, mais, dans tous les cas, ne dépassera pas au total 20% du nombre d'actions ordinaires alors en circulation, sauf si l'approbation des actionnaires non intéressés est reçue conformément aux politiques de la Bourse;

(b) Le nombre total maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission en vertu des adjudications accordées dans le cadre de ce Plan sur une période de 12 mois ne doit pas dépasser 20% du nombre d'actions ordinaires alors en circulation, sauf si l'approbation des actionnaires indifférents est reçue conformément aux politiques de la Bourse.

(c) Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission conformément à toutes les attributions accordées ou émises dans le cadre de ce Régime, sur toute période de 12 mois, aux participants qui sont des initiés de la Société (en tant que groupe) ne doit pas dépasser 15% du nombre d'actions ordinaires alors en circulation, sauf si l'approbation des actionnaires non intéressés est reçue conformément aux politiques de la Bourse.

(d) Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission en vertu de toutes les adjudications accordées ou émises dans le cadre de ce Régime, sur toute période de 12 mois, aux participants qui sont des employés non-initiés et des consultants de la Société (en tant que groupe) ne doit pas dépasser 10% du nombre d'actions ordinaires alors en circulation, sauf si l'approbation des actionnaires non intéressés est reçue conformément aux politiques de la Bourse.

(e) Le nombre total maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission en vertu des attributions accordées à un seul participant sur une période de 12 mois ne doit pas dépasser 5% du nombre d'actions ordinaires alors en circulation, sauf si l'approbation des actionnaires non intéressés est accordée conformément aux politiques de la Bourse.

(f) Le nombre total maximal d'actions ordinaires réservées à l'émission en vertu des options accordées à tous les fournisseurs de services de relations avec les investisseurs exerçant des activités sur une période de 12 mois ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, 2% des actions ordinaires émises et en circulation calculées à la date à laquelle une option est accordée à un tel fournisseur de services de relations avec les investisseurs. Les options accordées à tous les participants effectuant des activités de relations avec les investisseurs doivent être acquises par étapes sur une période de 12 mois, avec un maximum d'un quart des options acquises sur une période de trois mois. Pour plus de certitude, un fournisseur de services de relations avec les investisseurs n'a pas droit à recevoir d'attributions ou tout autre type de rémunération basée sur des titres autres que des options. Les administrateurs doivent, par l'établissement de procédures appropriées, surveiller les transactions des titres de la société par tous les participants effectuant des activités de relations avec les investisseurs. Aucune accélération des dispositions d'acquisition des options accordées au fournisseur de services de relations avec les investisseurs n'est permise sans l'acceptation préalable de la bourse.

Aux fins de cette Section 2.07 , « le nombre d'actions ordinaires alors en circulation » désigne le nombre d'actions ordinaires en circulation sur une base non diluée calculé à la date de l'octroi proposé de l'attribution applicable. Toutes les actions ordinaires réservées à l'émission lors de l'exercice des attributions en circulation dans le cadre du plan d'options d'achat d'actions et du plan d'attribution d'unités d'actions restreintes approuvés par les actionnaires de la Société le 25 août 2023, tel que modifié le 23 août 2024, seront régies par ce plan et seront comptées dans le nombre maximal d'actions ordinaires autorisées à être réservées pour émission conformément à l'une des dispositions de la présente Section 2.07

Section 2.08 Actions disponibles pour de futures attributions.

Toute action ordinaire soumise à une attribution dans le cadre du Plan Omnibus proposé, qui n'a pas été achetée ou exercée,

ou qui est confisquée, annulée, expire sans exercice, est réglée en espèces, ou est utilisée ou retenue pour satisfaire aux obligations de retenue fiscale d'un Participant, sera de nouveau disponible pour des attributions dans le cadre du Plan Omnibus.

ARTICLE TROIS

ATTRIBUTIONS D'OPTIONS

Section 3.01 La nature des options.

Une option est une option accordée par la Société à un participant admissible donnant à ce participant le droit d'acquérir un nombre désigné d'actions ordinaires provenant de la trésorerie au prix d'exercice, mais sous réserve des dispositions présentes. Pour plus de certitude, la Société est tenue d'émettre et de livrer le nombre désigné d'actions ordinaires lors de l'exercice d'une option au participant, tel que dirigé par le participant, et n'aura aucune discrétion indépendante pour régler une option en espèces ou autres biens ordinaires autres que des actions ordinaires émises à partir de la trésorerie. Pour éviter tout doute, aucun équivalent de dividende ne sera accordé en lien avec une option.

Section 3.02 Attributions d'option.

Sous réserve des dispositions prévues dans ce Plan et de toute approbation d'actionnaires ou de réglementation qui pourrait être requise, le Comité doit, de temps à autre par résolution, à sa seule discrétion, (a) désigner le participant admissible qui peut recevoir des options dans le cadre du régime, (b) fixer le nombre d'options, le cas y en a, à accorder à chaque participant admissible et la date ou les dates à laquelle ces options seront accordées, (c) sous réserve de la Section 3.04 , déterminer le prix d'exercice, (d) déterminer les dispositions pertinentes d'acquisition (y compris les critères de performance, le cas échéant) et (e) déterminer la durée des options, l'ensemble sous réserve des termes et conditions prescrits dans ce plan ou dans tout accord d'option, ainsi que toute règle applicable de la bourse.

Section 3.03 Avis ou entente d'option.

Chaque option accordée à un participant peut être attestée par une entente d'option précisant les modalités et conditions conformes aux dispositions de ce plan, quels termes et conditions ne doivent pas être les mêmes dans chaque cas et lesquels peuvent être modifiés de temps à autre.

Section 3.04 Prix d'exercice.

Le prix par action ordinaire (le « **prix d'exercice** ») auquel toute action ordinaire faisant l'objet d'une option peut être achetée sera déterminé par le Comité au moment où l'option est accordée, à condition que le prix d'exercice ne soit pas inférieur au prix de clôture des actions ordinaires à la Bourse lors de la dernière journée de bourse précédant immédiatement la date d'octroi de cette option, moins l'escompte maximal, le cas échéant, permis par la Bourse ou, si les actions ordinaires ne sont pas alors cotées à une bourse, le prix d'exercice ne sera pas inférieur à la juste valeur marchande des actions ordinaires telle que déterminée par les administrateurs la veille immédiate de la date d'octroi de cette option. L'approbation des actionnaires non intéressés sera requise pour toute réduction du prix d'exercice de toute option si l'optionnaire est un initié de la société au moment de la modification proposée au prix d'exercice ou autrement, selon les politiques de la Bourse.

Section 3.05 Durée de l'option.

La période d'option pour chaque option sera la période déterminée par le Comité, sous réserve d'amendement par un contrat de service soumis aux politiques de la Bourse, à condition qu'en aucun cas une période d'option ne dépasse dix (10) ans. Indépendamment de la définition de la période d'option contenue ici ou ci-dessus, la date d'expiration d'une option sera la date fixée par les administrateurs à l'égard de cette option, sauf si cette date d'expiration tombe dans une période de blackout ou dans les dix jours suivant la date d'expiration d'une période de blackout, auquel cas la date d'expiration de l'option sera dix (10) jours ouvrables après la date d'expiration de la période de blackout. L'approbation des actionnaires non intéressés sera requise pour la prolongation de toute période d'option si le bénéficiaire est un initié de la société au moment de la modification proposée à la période d'option.

Section 3.06 Limitations aux options à exercer.

Sauf disposition contraire expressément prévue dans les présentes ou dans tout contrat de service, les options peuvent être exercées par le titulaire, en totalité à tout moment, ou en partie de temps à autre (dans chaque cas, au nombre d'actions ordinaires le plus proche), pendant la période d'option, uniquement conformément au calendrier d'acquisition des droits, le cas échéant, établi par le comité, à sa seule et entière discrétion, sous réserve des exigences applicables de la Bourse, au moment de l'octroi de l'option; ce calendrier d'acquisition des droits peut inclure une acquisition liée au rendement ou une accélération de l'acquisition dans certaines circonstances et peut être modifié ou changé par le comité de temps à autre à l'égard d'une option particulière. Si le Comité ne fixe pas de calendrier d'acquisition au moment de l'octroi d'une option donnée, cette option pourra être exercée en totalité à tout moment, ou en partie de temps à autre, pendant la période d'option, sous réserve des exigences applicables de la Bourse.

Section 3.07 Participants admissibles pour l'exercice.

Une option peut être exercée en totalité à tout moment, ou en partie de temps à autre, pendant la période de l'option, à condition toutefois, sauf indication contraire à la Section 3.10 ou à la Section 3.11 par la présente ou dans tout contrat de

service, aucune option ne peut être exercée à moins que le bénéficiaire au moment de son exercice soit :

(a) dans le cas d'un employé admissible, d'un dirigeant de la Société ou employé par celle-ci, ayant été un dirigeant ou un employé continu depuis la date d'octroi de cette Option, à condition toutefois qu'un congé avec l'approbation de la Société ne soit pas considéré comme une interruption d'emploi aux fins du présent Régime;

(b) dans le cas d'un administrateur admissible qui n'est pas aussi un employé admissible, un administrateur de la société et qui a été tel administrateur de façon continue depuis la date de l'octroi de cette option; et

(c) dans le cas d'un consultant, engagé, directement ou indirectement, dans la fourniture continue de services de gestion, de conseil, de consultation, techniques ou autres pour la Société, ou, dans le cas d'un fournisseur de services de relations avec les investisseurs, engagé, directement ou indirectement, dans la fourniture d'activités de relations avec les investisseurs, et qu'il est engagé depuis la date de l'octroi de cette option.

Section 3.08 Paiement du prix d'exercice.

L'émission d'actions ordinaires lors de l'exercice de toute option est conditionnelle à la réception, par la Société, du paiement du prix d'achat global des actions ordinaires pour lesquelles l'option a été exercée par chèque certifié, virement bancaire ou transfert électronique de fonds, livré selon les instructions de la Société, accompagné d'un avis d'exercice complété et de tout montant fiscal requis en vertu de la Section 5.01 . Aucun bénéficiaire optionné ou représentant légal, légataire ou distributeur d'un bénéficiaire optionné ne sera, ou ne sera considéré comme détenteur d'actions ordinaires pour lesquelles ce bénéficiaire a reçu une option, sauf si et jusqu'à ce que des certificats pour ces actions ordinaires soient émis à ce bénéficiaire, ou à lui, selon les termes du présent Plan. Sous réserve de la Section 6.11 à partir de présente, lorsqu'un bénéficiaire de l'option exerce une option et paie à la société le prix d'achat total des actions ordinaires pour lesquelles l'option a été exercée, la société émet, dès que possible, un certificat représentant les actions ordinaires ainsi achetées.

Section 3.09 Accélération en cas d'offre publique d'achat, de consolidation, de fusion, etc.

Dans le cas où :

(a) la société cherche ou a l'intention de demander l'approbation des actionnaires de la société pour une transaction qui, si elle est réalisée, constituerait un événement d'accélération (tel que défini ci-dessous); ou

(b) une personne fait une offre ou une proposition de bonne foi à la Société ou aux actionnaires de la Société qui, si elle est acceptée ou complétée, constituerait un événement d'accélération,

la Société doit aviser tous les bénéficiaires d'options de cette opération, de cette offre ou de cette proposition dès que possible et, à condition que le comité ait déterminé qu'aucun rajustement ne sera effectué conformément à l'article 6.06 des présentes, et sous réserve des politiques applicables de la Bourse et des lois sur les valeurs mobilières; (i) le Comité peut, par résolution et nonobstant tout calendrier d'acquisition applicable à une option ou l'article 3.06 des présentes, autoriser toutes les options en circulation dont l'exercice est soumis à des restrictions à devenir immédiatement exerçables pendant la période précisée dans l'avis (mais en aucun cas après la date d'expiration applicable d'une option) et avant ladite opération, offre ou proposition, afin que le titulaire de l'option puisse participer à ladite opération, offre ou proposition, et (ii) le Comité peut avancer la date d'expiration de ces options ainsi que le délai de remplissement de toute condition ou restriction relative à leur exercice.

Dans la présente section 3.09, on entend par « **événement d'accélération** » :

(a) l'acquisition, par toute personne, de la propriété effective de plus de 50 % des droits de vote attachés aux titres avec droit de vote en circulation de la Société, que ce soit par le biais d'une offre publique d'achat ou de toute autre manière;

(b) toute consolidation, fusion, fusion statutaire ou arrangement impliquant la Société et en vertu duquel la Société ne sera pas la société continue ou survivante, ni en vertu duquel les actions ordinaires seront converties en espèces, en titres ou en biens d'une autre entité, autre qu'une transaction impliquant la Société, et dans laquelle les actionnaires de la Société immédiatement avant la conclusion de la transaction auront la même propriété proportionnelle de la société survivante immédiatement après la fin de la transaction;

(c) une scission des activités de la Société en deux entités ou plus;

(d) toute vente, location, échange ou autre cession (dans le cadre d'une seule opération ou d'une série d'opérations liées) de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société à une autre entité; ou

(e) l'approbation par les actionnaires de la Société de tout plan de liquidation ou de dissolution de la Société.

Section 3.10 Conséquences en cas de décès.

Si un participant ou, dans le cas d'un consultant et fournisseur de services de relations avec les investisseurs qui n'est pas une personne physique, le participant principal fournissant des services à la société au nom du consultant et fournisseur de services de relations avec les investisseurs, mourrait, toute Option en circulation détenue par ce Participant à la date de ce

décès pourra être immédiatement exercée nonobstant l'article 3.06 des présentes, et ne pourront être exercés en tout ou en partie que par la personne ou les personnes à qui les droits de l'Optionnel en vertu de l'Option passeront par la volonté de l'Optionnel ou par les lois de filiation et de distribution pendant une période de 12 mois après la date du décès de l'Optionnel ou avant l'expiration de la Période d'Option en ce qui concerne l'Option, selon la première éventualité, et alors uniquement dans la mesure où cette Optionnelle était en droit d'exercer l'Option à la date de son décès conformément à l'Article 3.06, à l'Article 3.07 et à l'Article 3.11 des présentes et au Fournisseur de services de relations avec les investisseurs, mourra, toute Option en circulation détenue par ce Participant à la date de ce décès pourra être immédiatement exercée nonobstant l'article 3.06 des présentes, et ne pourront être exercés en tout ou en partie que par la personne ou les personnes à qui les droits de l'Optionnel en vertu de l'Option passeront par la volonté de l'Optionnel ou par les lois de filiation et de distribution pendant une période de 12 mois après la date du décès de l'Optionnel ou avant l'expiration de la Période d'Option en ce qui concerne l'Option, selon la première éventualité, et alors uniquement dans la mesure où cette Option était en droit de l'exercer à la date du décès de cette Option conformément à la Section 3.06, la Section 3.07 et la Section 3.11 des présentes.

Section 3.11 Effet de la résiliation de l'engagement.

Si un participant doit :

(a) cesser d'être administrateur (et n'est pas ou ne continue pas d'être un participant admissible), pour quelque raison que ce soit (autre que le décès); ou

(b) cesser de fournir des services à la Société, ou reçoit un avis de résiliation de son contrat de service, pour quelque raison que ce soit (autre que le décès), et n'est pas ou ne continue pas d'être un participant admissible à celui-ci,

(le plus tôt à survenir de l'un des événements ci-dessus étant désigné ici comme une « **Résiliation** »), sauf disposition contraire dans tout contrat de service, contrat de consultation ou accord d'activités de relations avec les investisseurs, ce participant peut, mais seulement dans les 90 jours suivant cette résiliation (ou, sous réserve des limitations énoncées ci-dessous, toute autre période déterminée par les administrateurs), exercer les options dans la mesure où ce participant avait le droit d'exercer ces options à la date de cette résiliation. Nonobstant les termes ci-dessus ou les termes de tout contrat de service, en aucun cas ce droit ne s'étendra au-delà de la période d'option ou plus d'un an à compter de la date de résiliation.

ARTICLE QUATRE
ATTRIBUTIONS D'UNITÉS D'ACTIONS RESTREINTES

Section 4.01 Nature des UAR.

Une UAR est une attribution qui constitue une prime pour les services rendus au cours de l'année d'attribution et qui, au moment du règlement, donne droit au participant bénéficiaire de recevoir, à la seule discrétion du comité et sous réserve des conditions et dispositions du présent Plan et de la convention relative aux UAR applicable, une action ordinaire ou, à la discrétion du comité, un paiement en espèces équivalant à la valeur marchande d'une action ordinaire, sous réserve des restrictions et conditions d'acquisition que le comité peut déterminer au moment de l'attribution, déduction faite de toute retenue d'impôt applicable, à moins que cette UAR n'expire avant d'être réglée. Les restrictions et conditions d'acquisition peuvent, sans s'y limiter, être fondées sur la durée de l'emploi continu ou de toute autre relation de service, l'atteinte de critères de rendement précisés, ou les deux.

Section 4.02 Attributions des UAR.

Sous réserve des dispositions des présentes et de toute approbation des actionnaires ou des autorités réglementaires qui pourrait être requise, le comité doit, de temps à autre par résolution et à sa seule discrétion, (a) désigner le participant admissible qui peut recevoir des UAR en vertu du régime, (b) fixer le nombre d'UAR, le cas échéant, à attribuer à chaque participant admissible ainsi que la ou les dates auxquelles ces UAR seront attribuées, (c) déterminer les conditions pertinentes, les dispositions d'acquisition des droits et la période de restriction de ces UAR, et (d) déterminer toute autre modalité applicable aux UAR octroyées, lesquelles ne doivent pas nécessairement être identiques et peuvent, sans s'y limiter, inclure des clauses de non-concurrence, sous réserve des modalités prévues dans le présent Plan, dans tout contrat de UAR et de toute règle applicable de la Bourse. Sous réserve des conditions d'acquisition et des autres conditions et dispositions du présent Plan, y compris l'article 4.07, toutes les UAR attribuées en vertu des présentes seront acquises conformément aux modalités de la convention relative aux UAR conclue à l'égard de ces UAR.

Section 4.03 Ententes relatives aux UAR.

(a) L'octroi d'une UAR par le comité doit être consigné dans une Entente UAR, dont la forme, compatible avec le régime, est déterminée de temps à autre par le comité. Cette Entente UAR est assujettie à toutes les modalités et conditions applicables du présent plan et peut être assujetti à toute autre modalité et condition (y compris, sans s'y limiter, toute politique de recouvrement, de remboursement ou de récupération de rémunération que la Société

peut adopter de temps à autre) qui ne sont pas incompatibles avec le présent plan et que le comité juge appropriées d'inclure dans une Entente UAR. Les dispositions des divers contrats de UAR émis en vertu du présent Plan n'ont pas à être identiques.

(b) L'entente UAR doit contenir les modalités que la Société juge nécessaires pour que les UAR attribuées aux participants ne constituent pas un « accord de report de salaire » au sens du paragraphe 248(1) de la LIR, en vertu de l'exemption prévue au paragraphe (k) de celle-ci ou d'autres lois en vigueur dans tout pays ou territoire dont le participant peut, de temps à autre, être résident ou citoyen, ou dans lequel il fournit des services, ou encore en vertu des règles de tout organisme de réglementation ayant compétence sur la Société.

Section 4.04 Acquisition des UAR.

Le Comité aura la seule discrétion de (a) déterminer si des conditions d'acquisition concernant une UAR, y compris les critères de performance ou autres conditions d'acquisition contenues dans l'Accord de UAR applicable, ont été remplies, (b) renoncer aux conditions d'acquisition applicables aux UAR (ou les considérer satisfaites), et (c) prolonger la période de restriction concernant toute octroi de UAR, à condition qu'une telle prolongation ne conduise pas à la période de restriction pour ces UAR dépassant la date d'expiration externe de la UAR. La Société doit communiquer à un Participant, dès que raisonnablement possible, la date à laquelle toutes ces conditions d'acquisition applicables à l'octroi de UAR au Participant ont été satisfaites, renoncées ou jugées satisfaites, et que ces UAR sont acquises (la « **Date d'acquisition** »).

Le comité dispose d'un pouvoir discrétionnaire exclusif pour (a) déterminer si les conditions d'acquisition relatives à une UAR, y compris les critères de rendement ou toute autre condition d'acquisition prévus dans la convention de UAR applicable, ont été remplies, (b) renoncer aux conditions d'acquisition applicables aux UAR (ou les considérer comme remplies), et (c) prolonger la période de restriction relative à toute attribution de UAR, à condition qu'une telle prolongation n'entraîne pas que la période de restriction pour ces UAR s'étende au-delà de la date d'expiration externe des UAR. La Société communiquera à un participant, dès que cela sera raisonnablement possible, la date à laquelle toutes les conditions d'acquisition applicables relatives à une attribution de UAR au participant auront été remplies, levées ou réputées remplies et que ces UAR auront été acquises (la « date d'acquisition »).

Section 4.05 Rachat / règlement des UAR.

(a) Dès que possible après chaque date d'acquisition d'une attribution d'UAR, la Société doit, à la seule discrétion du Comité, soit : (i) émettre au Participant, ou selon les directives du Participant, ou, le cas échéant, à la succession du Participant, à partir de la trésorerie de la Société, le nombre d'actions ordinaires égal au nombre d'UAR acquises et devenues payables à la date d'acquisition; ou (ii) verser une somme en espèces d'un montant égal à la valeur marchande d'une action ordinaire à la date d'acquisition des UAR qui ont été acquises et sont devenues payables, déduction faite de la retenue d'impôt applicable et des autres retenues à la source applicables;; ou (iii) une combinaison des options (i) et (ii). Aucun participant n'a le droit d'exiger d'être payé en espèces ou en actions ordinaires pour une UAR, et malgré toute discrétion exercée par le Comité pour régler une UAR sous forme d'argent ou d'actions ordinaires, le Comité se réserve le droit de modifier cette forme de paiement à tout moment jusqu'à ce que le paiement soit effectivement effectué.

(b) Nonobstant toute autre disposition dans cet ARTICLE QUATRE, aucun paiement, que ce soit en espèces ou en actions ordinaires, ne doit être effectué concernant le règlement de toute UAR ultérieure au 15 décembre de la troisième (3e) année civile suivant la fin de l'année civile pour laquelle cette UAR est accordée (la « **date d'expiration externe de l'UAR** »).

(c) À compter de la date d'acquisition, les unités d'actions restreintes pour lesquelles ces actions ordinaires sont émises ou un paiement en espèces effectué seront annulées et aucun autre paiement ne pourra être effectué au participant dans le cadre de ce plan en lien avec ces unités d'actions restreintes.

(d) Si, pour quelque raison que ce soit, le nombre total d'actions ordinaires devant être reçues par un participant à la suite de la décision de la Société de régler, en totalité ou en partie, les UAR acquises du participant en actions ordinaires comprend une fraction d'action ordinaire, le nombre total d'actions ordinaires devant être reçues par le participant sera arrondi à l'unité inférieure la plus proche.

Section 4.06 Conséquences en cas de décès.

Si un participant décède, toute UAR non acquise dans le compte du Participant à la date de ce décès liée à une période de restriction en cours sera immédiatement saisie et annulée. Pour plus de certitude, lorsque la relation d'emploi ou de service d'un participant avec la Société est terminée à la suite d'un décès à la suite de la satisfaction de toutes les conditions d'acquisition concernant certaines UAR mais avant la réception de la distribution ou du paiement correspondant pour ces UAR, le participant demeure admissible à cette distribution ou paiement. Nonobstant ce qui précède, si le Comité, à sa seule discrétion, accélère ou renonce aux conditions d'acquisition concernant tout ou partie des UAR non acquises en cours, la date de cette action est la Date d'acquis. Toutes les UAR acquises continueront d'être soumises au Plan et exerçables pendant

une période de 12 mois suivant la Résiliation (telle que définie dans la présente), à condition que toute UAR qui n'a pas été exercée dans les 12 mois suivant la Résiliation (telle que définie dans les présentes) expire automatiquement et immédiatement et sera perdue à cette date.

Section 4.07 Effet de la résiliation de l'engagement.

Si un participant est visé par un événement de résiliation, sauf disposition contraire prévue dans un contrat de service, sa participation au plan prendra fin immédiatement, toutes les UAR créditées au compte de ce participant qui n'ont pas encore été acquises seront perdues et annulées, et les droits du participant relatifs à ses UAR non acquises seront perdus et annulés, dans un délai raisonnable ne dépassant pas 12 mois à compter de la date de cessation d'emploi. Nonobstant ce qui précède, si le comité, à sa seule discrétion, décide plutôt d'accélérer, de modifier ou de renoncer, en tout ou en partie, aux conditions d'acquisition relatives à la totalité ou à une partie des UAR en circulation non acquises, la date déterminée par le comité constitue la date d'acquisition.

ARTICLE CINQ

RETENUES D'IMPÔT À LA SOURCE ET LÉGISLATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Section 5.01 Retenue d'impôt à la source.

La Société peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires ou appropriées pour effectuer toute retenue d'impôt qu'elle est tenue d'effectuer en vertu de toute loi ou de tout règlement d'une autorité gouvernementale, quelle qu'elle soit, relativement à toute Attribution ou à toute action ordinaire, y compris, sans limiter la portée générale de ce qui précède, la retenue de la totalité ou d'une partie de tout paiement ou la suspension de l'émission d'actions ordinaires devant être émises lors de l'exercice ou du règlement, selon le cas, de toute attribution, jusqu'à ce que le participant ait versé à la Société tout montant que celle-ci est tenue de retenir au titre de ces impôts.

Section 5.02 Lois sur les valeurs mobilières des États-Unis d'Amérique.

Ni les attributions pouvant être accordées en vertu du présent régime, ni les actions ordinaires pouvant être émises à la suite de l'exercice ou du règlement, selon le cas, de toute attribution n'ont été inscrites en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis de 1933, telle que modifiée (la « **Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis** »), ni en vertu d'aucune loi sur les valeurs mobilières d'un État des États-Unis d'Amérique. Par conséquent, tout participant à qui l'on a émis des actions ordinaires ou à qui une attribution est octroyée dans le cadre d'une opération assujettie à la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis ou aux lois sur les valeurs mobilières de tout état des États-Unis d'Amérique peut être tenu de déclarer, de garantir, de reconnaître et de convenir que :

(a) le participant acquiert l'attribution et/ou toute action ordinaire pour son propre compte et en tant que mandant;

(b) en accordant l'attribution et/ou en émettant les actions ordinaires au participant, la société s'appuie sur les déclarations et garanties du participant pour appuyer la conclusion de la société que l'octroi de l'attribution et/ou l'émission d'actions ordinaires ne nécessitent pas d'enregistrement en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis ni d'une autorisation en vertu des lois sur les valeurs mobilières de tout État des États-Unis d'Amérique;

(c) chaque certificat représentant des actions ordinaires ainsi émises peut être tenu de comporter la mention suivante :

« LES TITRES REPRÉSENTÉS PAR LES PRÉSENTES ET TOUS LES TITRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ÉMIS À LA SUITE DE LEUR EXERCICE N'ONT PAS ÉTÉ ENREGISTRÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS DE 1933, TELLE QUE MODIFIÉE (LA « LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS ») NI EN VERTU D'AUCUNE LOI ÉTATIQUE SUR LES VALEURS MOBILIÈRES, ET LES TITRES REPRÉSENTÉS PAR LES PRÉSENTES NE PEUVENT ÊTRE OFFERTS, VENDUS OU TRANSFÉRÉS DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT QUE (A) À LA SOCIÉTÉ, (B) À L'EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS CONFORMÉMENT À LA RÈGLE 904 DU RÈGLEMENT S PRÉVU PAR LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS, (C) EN VERTU D'UNE EXEMPTION D'ENREGISTREMENT PRÉVUE PAR LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS, CONFORMÉMENT À LA RÈGLE 144 OU 144A DE CETTE LOI, LE CAS ÉCHÉANT, ET CONFORMÉMENT AUX LOIS DES ÉTATS AMÉRICAINS APPLICABLES EN MATIÈRE DE VALEURS MOBILIÈRES, OU (D) AVEC LE CONSENTEMENT ÉCRIT PRÉALABLE DE LA SOCIÉTÉ (QUI SERA FOURNI RAPIDEMENT ET NE SERA PAS RETENU DE MANIÈRE DÉRAISONNABLE, MAIS QUI POURRAIT ÊTRE SOUMIS À LA CONDITION DE LA REMISE D'UN

AVIS JURIDIQUE DONT LA FORME ET LE FOND SONT JUGÉS SATISFAISANTS PAR LA SOCIÉTÉ), CONFORMÉMENT À UNE AUTRE EXEMPTION D'INSCRIPTION EN VERTU DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS ET DE TOUTES LES LOIS ÉTATIQUES APPLICABLES EN MATIÈRE DE VALEURS MOBILIÈRES. LA PRÉSENCE DE CETTE LÉGENDE PEUT NUIRE À LA CAPACITÉ DU TITULAIRE DE CELLE-CI D'EFFECTUER UNE « BONNE LIVRAISON » DES TITRES REPRÉSENTÉS PAR LA PRÉSENTE SUR UNE BOURSE CANADIENNE. UN CERTIFICAT SANS LÉGENDE PEUT ÊTRE OBTENU AUPRÈS DU REGISTRAIRE ET DE L'AGENT DE TRANSFERT DE LA SOCIÉTÉ EN LIEN AVEC UNE VENTE DES TITRES REPRÉSENTÉS PAR LA PRÉSENTE AU MOMENT OÙ LA SOCIÉTÉ EST UN « ÉMETTEUR ÉTRANGER » TEL QUE DÉFINI DANS LE RÈGLEMENT S EN VERTU DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS, À LA REMISE DE CE CERTIFICAT ET D'UNE DÉCLARATION DÛMENT SIGNÉE, DANS UNE FORME SATISFAISANTE POUR LE REGISTRAIRE, L'AGENT DE TRANSFERT ET LA SOCIÉTÉ, ATTESTANT QUE CETTE VENTE DES TITRES REPRÉSENTÉS PAR LA PRÉSENTE EST EFFECTUÉE CONFORMÉMENT À LA RÈGLE 904 DU RÈGLEMENT S EN VERTU DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DES ÉTATS-UNIS. »;

à condition que, si ces actions ordinaires sont vendues à l'extérieur des États-Unis d'Amérique conformément aux exigences de la règle 904 du Règlement S pris en application de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis, et à condition que la Société soit un « émetteur étranger » au sens du Règlement S pris en application de la au moment de cette vente, cette mention peut être supprimée en fournissant au registraire et à l'agent des transferts des actions ordinaires une déclaration écrite signée par le détenteur, libellée comme suit :

« Le soussigné (A) déclare et garantit que la vente des titres de First Phosphate Corp. (la « **Société** ») visée par la présente déclaration est effectuée conformément à la règle 904 du Règlement S pris en application de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis de 1933, telle que modifiée (la « **Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis** »), et (B) atteste que :

(1) le soussigné n'est pas une société affiliée de la Société au sens donné à ce terme dans la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis, (2) l'offre de ces titres n'a pas été faite à une personne aux États-Unis et soit (A) au moment où l'ordre d'achat a été émis, l'acheteur se trouvait à l'extérieur des États-Unis, ou que le soussigné et toute personne agissant en son nom croient raisonnablement que l'acheteur se trouvait à l'extérieur des États-Unis, ou (B) la transaction a été exécutée sur ou par l'intermédiaire d'un marché de valeurs mobilières offshore désigné et ni le soussigné ni aucune personne agissant en son nom ne sait ou n'a de raison de croire que la transaction a été pré-arrangée avec un acheteur aux États-Unis, (3) ni le vendeur, ni aucune de ses sociétés affiliées, ni aucune personne agissant pour le compte de l'un d'entre eux n'a entrepris ou n'entreprendra de efforts de vente ciblés aux États-Unis dans le cadre de l'offre et de la vente de ces titres, (4) la vente est de bonne foi et n'a pas pour but de « contourner » les restrictions de revente imposées du fait que les titres sont des « titres soumis à des restrictions » (au sens donné à ce terme dans la règle 144(a)(3) de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis), (5) le vendeur n'a pas l'intention de remplacer les titres vendus en vertu de la règle 904 de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis par des titres fongibles non soumis à restriction; et (6) la vente envisagée n'est pas une transaction, ni partie d'une série de transactions qui, bien qu'en conformité technique avec le Règlement S en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis, font partie d'un plan ou d'un stratagème visant à échapper aux dispositions d'enregistrement de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis . Les termes utilisés ici ont la signification qui leur est donnée par le Règlement S en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis ;

(d) Autre que ce qui est mentionné à la Section 5.02 (c) de la présente, avant de faire toute disposition de toute action ordinaire acquise en vertu du présent Plan qui pourrait être assujettie aux exigences de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis , le participant doit donner un avis écrit à la Société décrivant la manière dont la disposition proposée est faite et contenant toute autre information nécessaire pour permettre à l'avocat de la Société de déterminer si l'enregistrement en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis ou la qualification en vertu de toute loi sur les valeurs mobilières d'un État des États-Unis d'Amérique est requis en lien avec la disposition proposée et si la disposition proposée est autrement conforme à cette législation et aux règlements qui y sont apportés;

(e) Autre que ce qui est envisagé à la Section 5.02 (c) de la présente, le participant ne tentera pas d'effectuer une disposition des actions ordinaires détenues par le participant et acquises en vertu du présent plan ni de tout intérêt dans celui-ci qui pourrait être assujetti aux exigences de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis , en l'absence d'une déclaration d'enregistrement effective en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis ou d'un avis d'avocat satisfaisant en forme et en fond pour l'avocat de la Société, selon lequel cette disposition ne constituerait pas une violation de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis , et ne disposera alors que de ces actions ordinaires de la manière ainsi proposée;

(f) la Société peut inscrire une note dans les registres de la Société indiquant qu'aucune des actions ordinaires acquises par le participant en vertu de ce Plan ne sera transférée à moins que les dispositions du Plan n'aient été respectées; et

(g) l'effet de ces restrictions sur la disposition des actions ordinaires acquises par le participant en vertu de ce plan est tel que le participant pourrait ne pas être en mesure de vendre ou de disposer autrement de ces actions ordinaires pendant une période considérable dans le cadre d'une transaction assujettie aux dispositions de la Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis, autres que celles prévues à la Section 5.02 (c) des présentes.

ARTICLE SIX
GÉNÉRALITÉS

Section 6.01 Date de prise d'effet de ce plan.

Ce Plan entrera en vigueur à une date déterminée par les administrateurs, sous réserve de l'approbation des actionnaires indépendants de la Société.

Section 6.02 Modification du plan.

Le Comité a le droit :

(a) sans l'approbation des actionnaires de la Société, sous réserve de l'article 6.02 (b) du régime, d'apporter toute modification au régime, y compris, mais sans s'y limiter, les modifications suivantes :

i. toute modification de nature « administration interne », y compris, sans s'y limiter, la modification du libellé de toute disposition du Plan dans le but de clarifier le sens des dispositions existantes ou de corriger ou de compléter toute disposition du Plan qui est incompatible avec une autre disposition du Plan, la correction d'erreurs grammaticales ou typographiques et la modification des définitions contenues dans le Plan;

ii. toute modification visant à se conformer aux règles, politiques, instruments et avis de toute autorité de réglementation à laquelle la Société est assujettie, y compris la Bourse, ou à se conformer de toute autre manière à toute loi ou réglementation applicable;

iii. à l'exception des modifications de la date d'expiration et du prix d'exercice de toute attribution comme décrit dans la Section 6.02 (b)iii et la Section 6.02 (b)iv de ce Plan, toute modification, avec le consentement du Participant, aux modalités de toute attribution précédemment accordée à ce Participant dans le cadre du Plan;

iv. toute modification des dispositions concernant l'effet de la cessation du poste, de l'emploi ou des services d'un participant sur le statut de ce participant en vertu du Régime;

v. tout amendement aux catégories de personnes qui sont Participants; et

vi. toute modification concernant l'administration ou la mise en œuvre du Plan;

(b) avec l'approbation des actionnaires de la Société par résolution ordinaire, y compris, si requise par la Bourse concernée, avec l'approbation des actionnaires non intéressés, afin d'apporter toute modification au Plan non envisagée dans la Section 6.02 (a) du Plan, incluant, mais sans s'y limiter :

i. tout changement du nombre d'actions ordinaires émises à partir de la trésorerie dans le cadre du régime, y compris une augmentation du pourcentage ou du nombre fixe d'actions ordinaires, ou un changement d'un pourcentage maximal fixe d'actions ordinaires à un nombre maximal fixe d'actions ordinaires, ou vice versa, sauf en cas d'ajustement en vertu de la Section 6.07 du Plan;

ii. tout amendement qui réduit le prix d'exercice de toute attribution, sauf un ajustement en vertu de la Section 6.07 du Plan; à condition toutefois, que, pour une plus grande certitude, l'approbation des actionnaires non intéressés soit requise pour toute modification réduisant le prix d'exercice de toute Option si le participant est un initié de la Société au moment de l'amendement proposé;

iii. toute modification prolongeant la date d'expiration d'une bourse, ou la période de restriction de toute UAR au-delà de la date d'expiration ou période de restriction originale, sauf en cas de prolongation due à une période de blackout;

iv. toute modification qui annule une Attribution et la remplace par une Attribution ayant un prix d'exercice inférieur ou un autre droit, sauf un ajustement en vertu de la Section 6.07 du Plan,

v. tout amendement permettant de transférer ou d'attribuer des prix par un participant autrement que ce qui est permis à la Section 6.03 du Plan, et

vi. tout amendement à ce sujet de la Section 6.02 du Plan.

Nonobstant ce qui précède, toute modification au Plan sera soumise à l'obtention de toutes les approbations réglementaires requises, y compris, sans s'y limiter, l'approbation de la Bourse.

Section 6.03 Incessibilité.

Sauf disposition contraire du présent régime, aucun droit découlant du présent régime ni aucune attribution octroyée en vertu de celui-ci ne peut être cédé ou transféré par un participant, sauf en vertu d'un testament ou des lois sur la succession et la répartition successorale.

Section 6.04 Droits en tant qu'actionnaire.

Aucun participant ne jouit de droits à titre d'actionnaire de la Société relativement aux actions ordinaires faisant l'objet d'une attribution. Sauf disposition contraire du présent régime, aucun participant n'a le droit de recevoir des dividendes, des distributions ou d'autres droits déclarés en faveur des actionnaires de la Société dont la date d'enregistrement est antérieure à la date d'émission des certificats représentant les actions ordinaires acquises lors de l'exercice ou du règlement, selon le cas, de toute attribution.

Section 6.05 Absence de lien contractuel d'emploi

Aucune disposition du présent régime ne confère ni n'est réputée conférer à un participant le droit de continuer à être à l'emploi de la Société ou de lui fournir des services, ni n'empiète ni n'est réputée empiéter de quelque manière que ce soit sur le droit de la Société de congédier un participant en tout temps pour quelque raison que ce soit, avec ou sans motif valable. La participation d'un participant au présent régime est volontaire.

Section 6.06 Consolidation, fusion, etc.

En cas de consolidation, de fusion ou de regroupement statutaire de la Société avec une autre société, de scission des activités de la Société en deux ou plusieurs entités, ou de vente, d'échange de bail ou de tout autre transfert (dans le cadre d'une seule opération ou d'une série d'opérations liées) de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société à une autre entité, lors de l'exercice ou du règlement, selon le cas, d'une attribution en vertu du présent régime, le titulaire de celle-ci aura droit de recevoir les titres, biens ou espèces que le titulaire aurait reçus à la suite de cette consolidation, fusion, regroupement, arrangement, scission ou cession s'il avait été titulaire d'actions ordinaires immédiatement avant l'heure d'entrée en vigueur de cet événement, à moins que le comité ne décide d'autres ajustements ou substitutions qu'il juge appropriés dans ces circonstances afin de préserver les droits économiques du participant à l'égard de cette attribution en lien avec cet événement.

Section 6.07 Ajustement du nombre d'actions ordinaires assujetties au régime.

En cas de changement dans les actions ordinaires, que ce soit en raison d'un dividende d'actions, d'une consolidation, d'une subdivision, d'une reclassification ou autre, un ajustement approprié sera effectué par le Comité en ce qui concerne :

(a) le nombre d'actions ordinaires disponibles dans le cadre de ce plan;

(b) le nombre d'actions ordinaires assujetties à une quelconque attribution;

(c) le prix d'exercice des actions ordinaires assujetties aux attributions; et

(d) le nombre d'actions ordinaires ou de paiements en espèces auxquels le participant a droit lors de l'exercice ou du règlement de cette attribution.

Si l'ajustement ci-dessus aboutit à une fraction de part ordinaire, la fraction sera ignorée. Tous ces ajustements seront concluants, définitifs et contraignants pour toutes les fins du présent Régime.

Section 6.08 Offre de rachat par bourse de valeurs mobilières.

Dans le cas où la société deviendra l'objet d'une offre d'achat (au sens de la Loi sur les valeurs mobilières), à la suite de laquelle toutes les actions ordinaires en circulation sont acquises par l'offrant par le biais des dispositions d'acquisition obligatoire de la loi constitutive ou autrement, et lorsque la contrepartie est payée en tout ou en partie en titres propres de l'offrant, le Comité peut envoyer un avis à tous les participants leur demandant de remettre leurs attributions dans les 10 jours suivant la publication de cet avis, et les bénéficiaires seront considérés comme ayant remis ces attributions au dixième jour suivant la publication de cet avis sans formalité supplémentaire, à condition que :

(a) le Comité remet avec cet avis une offre irrévocable et inconditionnelle de l'offrant pour accorder des attributions de remplacement aux participants sur les titres d'actions offerts en contrepartie;

(b) le Comité a déterminé, de bonne foi, que de telles attributions de remplacement ont une valeur économique substantiellement équivalente à celles qui sont remises; et

(c) la renonciation aux attributions et l'octroi de attributions de remplacement peuvent être effectuées sur une base de transfert exonéré d'impôt ou autrement sans conséquences fiscales défavorables en vertu de la LIR.

Section 6.09 Absence de déclaration et de garantie.

La Société ne fait aucune déclaration ni garantie quant à la valeur marchande future des actions ordinaires émises conformément aux dispositions du présent Régime.

Section 6.10 Conformité à la loi applicable.

Si une disposition du présent régime ou d'une attribution quelconque contrevient à une loi, à une ordonnance, à une politique, à un règlement administratif ou à un règlement d'un organisme de réglementation ayant compétence sur les titres de la Société, cette disposition sera réputée modifiée dans la mesure nécessaire pour la rendre conforme à ces dispositions.

Section 6.11 Autorisations nécessaires.

L'obligation de la Société d'émettre et de remettre des actions ordinaires conformément au présent régime est assujettie à toute autorisation nécessaire de la part d'une bourse de valeurs ou d'une autorité de réglementation ayant compétence sur les titres de la Société. Si, pour quelque raison que ce soit, des actions ordinaires ne peuvent être émises en faveur d'un participant lors de l'exercice ou du règlement, selon le cas, d'une attribution, l'obligation de la Société d'émettre ces actions ordinaires prendra fin et tout prix d'exercice versé à la Société relativement à l'exercice ou au règlement, selon le cas, de cette attribution sera remboursé au participant.

Section 6.12 Conflit.

En cas d'incohérence ou d'ambiguïté entre le présent régime et un contrat de service, les modalités dudit contrat de service prévaudront dans la mesure de cette incohérence ou ambiguïté, sous réserve uniquement du respect de la loi applicable et de la politique de la Bourse.

Section 6.13 Interprétation.

Le présent régime est régi par les lois de la province de l'Ontario et doit être interprété conformément à celles-ci.